# OPEP: UN BOUC EMISSAIRE pour les dirigeants du monde capitaliste

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 583 - 4 août 1979 - prix : 4,50 F

TRANSPORTS EN COMMUN

PAS DE TREVE POUR LES COMITES D'USAGERS

. 5

# DES MILLIARDS EN PLUS POUR LES MARCHANDS DE CANONS

# NE NOUS LAISSONS PAS RANÇONNER



Sécurité sociale

LES COMPTES
TRUQUES DU
GOUVERNEMENT

p. 6-7

## SOMMAIRE

## DANS LE MONDE

#### Page 4:

- Fruits et légumes : les prix baissent à la production, mais pas à la consommation.
- A Canjuers (Var) : Attention, pyromanes en bandes organisées.

#### Page 5:

- Pas de trêve pour les Comités d'usagers.
- Dans notre courrier : comment la SNCF traite les vacanciers.

#### Pages 6 et 7:

#### Sécurité sociale.

- Les comptes truqués du gouvernement.

#### Page 10 :

- Les dolmens du bon sens : il suffit d'un levier.
   Le camping : pas assez rentable pour les pro-
- Le camping : pas assez rentable pour les promoteurs.

#### Pages 11 et 12 :

 Dans les entreprises : Roussel-Uclaf (Romainville); CKD Renault (Grand Couronne); Chausson (Asnières); Ericsson-Thomson (Cergy); SNCF (Toulouse); Berliet RVI (Vénissieux).

## EN FRANCE

Pages 8 et 9 :

L'OPEP : un bouc émissaire pour les dirigeants du monde capitaliste.

- Le pétrole n'enrichit pas les pays qui le produisent.
- Face aux pays producteurs, des « Majors » tout puissants.
- Du pétrole, il y en a... ce sont les trusts qui contrôlent les robinets.

## **DIVERS**

### Page 13:

 Livres : La muraille de J. Hersey; Histoire de ma vie de Fadhma Amrouche; L'année des Français de Thomas Flanagan.

### Page 14:

- Herbert Marcuse : l'inspirateur méconnu.

### Page 15

 Films: Le bal des maudits avec Marion Brando; Le cri d'Antonioni; Buck Rogers au 25° siècle de Daniel Haller.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, traternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON Composition

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28 4 ter, rue du Bouloi, Paris (1et)

Impression : INTERPRESS.

12: chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## La hausse du pétrole coûte 15 milliards à la "France" et en rapporte 10 aux pétroliers

Par le simple jeu de la spéculation sur les stocks, la récente hausse des produits pétroliers aurait amené 10 milliards de francs de bénéfices supplémentaires aux compagnies pétrolières qui opèrent en France. C'est la compagnie Elf elle-même qui l'a dit.

Le mécanisme est bien simple. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs qu'on en parle puisqu'il joue en faveur des grandes compagnies à chaque fois qu'il y a une hausse. Tout simplement, les stocks, qui sont extrêmement importants, achetés avant la hausse au prix antérieur, sont revendus par les compagnies au nouveau prix. Le tour est joué. Au bénéfice ordinaire qui

n'est pas rien, on s'en doute, s'ajoute une prime supplémentaire.

Ce sont les opérations de ce genre qui font que plus les pays producteurs annoncent de hausses... et plus les grandes compagnies pétrolières annoncent de profits. Officiellement (car personne ne peut connaître les comptes réels), les profits des pétroliers ont ainsi augmenté de 68,9 % au cours des trois derniers mois. Ils avaient déjà augmenté de 63 % au cours du premier semestre de l'année. Encore une fois ce sont les chiffres des compagnies elles-mêmes.

Cela n'empêche nullement le gouvernement d'expliquer sur tous les tons que l'austérité est nécessaire pour payer la facture pétrolière aux pays producteurs. Dans le même temps où Elf livrait sa confidence, M. Monory affirmait que le prix du fuel domestique devrait augmenter de 30 % cette année. C'est le résultat du « choc pétrolier », dit-il, qui va se traduire pour la France par un prélèvement de 15 milliards supplémentaires en 1979.

Tiens, mais sur les 15 milliards, il y en a au moins déjà 10 que le gouvernement devrait savoir où trouver ailleurs que dans la poche des consommateurs?

Mais quand le pays subit un « choc », c'est sous les fesses des pétroliers que le gouvernement met les coussins.

# Président de la République : une rude condition

La presse révélait, fin juillet, que Giscard, à court d'argent, avait été obligé de recourir aux services de son ami Maurice Papon, ministre du Budget. Un simple jeu d'écriture de ce dernier avait permis de transférer la somme de 1 600 000 F du chapitre budgétaire intitulé « dépenses accidentelles » à celui de

## La Villette :

## on n'engraisse pas les cochons à l'eau claire

Cinq ans après avoir été fermés sans avoir jamais tonctionné, les abattoirs de La Villette viennent d'être promus à la démolition. Le gouvernement vient de créer un établissement public avec à sa tête un ancien préfet de la région parisienne, Delouvrier Un musée des sciences et des techniques, un jardin et un auditorium remplaceront ces magnifiques abattoirs qui de 170 millions de francs qu'ils devaient coûter lors des estimations en 1969, étaient montés à 1 milliard 325 millions en 1974 pour atteindre des dimensions sans commune mesure avec les besoins d'abattage.

D'usine à viande, La Villette se transmutera donc en nouveau temple de la culture. On n'y abattera plus de bœufs, mais ce n'est sans doute pas encore demain qu'on y cessera d'y vénérer le veau d'or. Car les nouveaux projets tourniront sans nul doute de bonnes affaires à de nouveaux promoteurs — qui sait si certains ne seront pas les mêmes — et les caisses de l'Etat leur seront généreusement ouvertes.

Mais entin, comme on dit à l'armée : « Faire et défaire, c'est toujours travailler ». « frais de représentation de déplacement et de voyage du président de la République ».

Le Canard Enchaîné de cette semaine complète l'information. Car l'Elysée a d'autres possibilités de compléter ses ressources. Ouf, on est rassuré! Il dispose en effet de crédits qui ne sont pas affectés à la rubrique « dépenses accidentelles », mais admirez la nuance, à la rubrique « dépenses éventue!les ».

Ce poste budgétaire constitue une réserve « pour frais de réceptions exceptionnelles, voyages du président de la République et du Premier ministre à l'étranger ». En 1978, la somme dépensée au titre des réceptions se montait à 22 millions de francs. Cette année, elle se monte à près de 23 millions, mais l'exercice n'est pas clos. C'est fou ce que la vie augmente.

C'est qu'il y en a des frais de déplacement, surtout au prix où il a été décidé de faire payer l'essence, ce pauvre président! Tout le monde le sait, ce Concorde dans le-

quel il affecte de se promener n'a pas seulement le record du bruit mais aussi celui de la consommation. Et puis il y a tous ces frais imprévus, ces « dépenses accidentelles » justement. Le mariage en Lozère de la nièce à Giscard, par exemple, qui aurait pu le prévoir ? Et, il n'était donc pas compté dans le budget initial; il a pourtant bien fallu que Giscard s'y rende, ce qui nécessitait trois hélicoptères : un pour Giscard et sa famille, un pour la vaisselle et les plats cuisinés à l'Elysée (la petite nièce de Lozère n'allait tout de même pas faire la cuisine et la vaisselle, le jour de son mariage) et un troisième pour ne pas arriver en retard à la messe au cas où l'un des autres tomberait en panne.

Décidément, la fonction de président est un rude métier qui cause bien des déplacements et des frais. Heureusement qu'elle offre en compensation le droit de puiser dans la poche des contribuables sans leur demander leur avis.

Olivier BELIN

# Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 140 F
pour une période de six mole : prix : 80 F
LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et
aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

CI-joint la somme totale de : france .. ..

... .. .. .. .. .. ..

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18 (1) Rayer les mentions inutilles.

éditorial-

# Des milliards en plus pour les marchands de canons : NE NOUS LAISSONS PAS

ANS esclandre, sans même qu'il y ait de discussion au Parlement, sans le moindre débat, le président de la République vient de décider l'augmentation de plus de 22 % du budget de l'armée pour l'année prochaine, alors que ce même budget avait déjà augmenté de 24 % cette année...

Et Giscard, Barre et compagnie osent faire un véritable scandale aux travailleurs parce que, à les en croire, ils se soigneraient trop. Mais le gouvernement n'hésite pas à engloutir des milliards dans l'achat de machines de guerre qui, depuis plus de trente ans, ne servent à rien, sinon à réprimer la révolte des peuples colonisés.

L'armée possède des centaines d'avions modernes, extrêmement coûteux, pour combattre un ennemi inexistant. Mais pour combattre les incendies de forêt bien réels qui recommencent chaque année, et qui d'année en année sont de plus en plus dévastateurs, il n'existe en tout et pour tout que douze Canadair.

Quand il s'agit d'augmenter les prix, quand il s'agit de puiser dans la poche des travailleurs, quand il s'agit d'augmenter l'électricité, l'essence, la cotisation de la Sécurité sociale, les transports en commun, cela se fait sans préavis, presque clandestinement, au moment où les travailleurs sont en vacan-

Et c'est sans doute par dérision que ce même gouvernement annonce qu'il ne peut augmenter le prix de l'alcool avant six mois... parce qu'il faut, selon la loi, qu'il y ait un débat parlementaire. Non content de nous voler, le gouvernement se moque de

Non seulement ceux qui nous gouvernent nous oppriment, en se servant de l'Etat pour faire supporter aux plus pauvres le prix de la crise, afin d'épargner quelques grandes familles qui possèdent les



grosses usines et les banques, mais de plus, ils nous accusent, nous, travailleurs, de consommer trop. Ils osent prétendre que ce sont nos salaires, ou les sous que nous consacrons à nous soigner qui mettraient le pays au bord de la ruine, alors qu'ils dilapident en matériel de guerre des milliards, alors qu'en sept mois, rien que les voyages du président de la République ont coûté 2 milliards 300 000 anciens francs. Tout cela pour que Giscard aille, aux quatre coins du monde, faire le représentant de commerce pour vendre les avions de Dassault.

Et il faudrait ne pas être révolutionnaire?

Arlette LAGUILLER

# Le bilan « décevant »

Le bilan de l'Agence nationale pour l'emploi est paraîtil « décevant ». C'est son directeur général, Jacques Baudouin, qui le dit lui-même.

En effet, alors que le nombre de demandes d'emplois de 1977 à 1978 s'est accru de 30 %, passant à plus de 3 100 000, le nombre d'offres d'emplois recueillies par l'Agence, 1 200 000, a, lui, diminué de 8 % ainsi que le nombre de placements réalisés par elle de 7 %.

Le directeur général de l'ANPE voit la cause de ce triste « bilan » dans le travail d'administration et de paperasserie dont est surchargée l'Agence, ce qui empêcherait son personnel de se consacrer pleinement à la recherche des emplois disponibles auprès des entreprises.

Il préconise, en conséquence, de décharger ses services d'un bon nombre de ces travaux. Il propose en particulier de supprimer le pointage auquel les chômeurs sont astreints. Tout le monde semble découvrir d'ailleurs aujourd'hui que ce pointage n'a aucune utilité et qu'il ne constitue qu'une corvée humiliante pour ceux qui y sont astreints.

Personne ne peut certes se plaindre si on supprime une démarche sans aucune utilité qui ne représentait rien d'autre qu'une gêne pour ceux qui n'ont pas d'emploi. Les « déceptions » de M. Baudoin auront peut-être finalement amené au moins cela.

Mais quant à croire que le problème de l'efficacité de l'ANPE sera résolu en la déchargeant des travaux administratifs, c'est une autre paire de manches.

Pour avoir des emplois à proposer, il ne faut pas seulement avoir des gens susceptibles de prospecter les entreprises, il faut aussi et surtout que ces emplois existent. Et le problème, il est justement là. C'est la crise du système.

Et ce n'est certainement pas une réforme de l'ANPE qui peut le résoudre.

## Quand "l'Humanité" proteste contre l'augmentation... du budget militaire

L'Humanité du 2 août 1979 proteste contre la déclaration de Giscard, sous le titre : « Pourquoi ce tintamarre? », mais c'est pour revendiquer encore plus de milliards pour le budget militaire.

« Le dernier des communiqués fait pourtant apparaître une diminution relative des autorisations de programme. En effet, si en 1979 celles-ci ont été augmentées de 24,6 % par rapport à 1978, les prévisions pour 1980 laissent entrevoir une augmentation de 22,4 % sur l'année précédente. Ainsi contrairement à ce que toute la presse et la radio-télévision affirment, les autorisations de programme, c'està-dire l'engagement d'études et de travaux, seraient en légère décroissance. Cette décroissance se trouve encore plus nette si l'on tient compte qu'officiellement l'inflation sera en 1980 supérieure à celle qui avait été envisagée lors de la discussion budgétaire de 1979 ».

C'est décidément le PCF qui souffle le plus fort dans le clairon de Déroulède. C'est du moins ce qu'il tient à montrer même s'il faut qu'il y laisse des poumons. Ce sont certes les travailleurs qui lui donnent les moyens de se faire entendre. Mais ce n'est certes pas dans le but d'encourager le gouvernement à les rançonner au profit des marchands de canons.

# Fruits et légumes, les prix baissent à la production, mais pas à la consommation



Fruits et légumes à Rungis. Quand ils sont trop bon marché, ils ne sont pas commercialisés.

Les agriculteurs sont actuellement victimes de l'effondrement des cours des fruits et légumes, en particulier dans le midi, à Chateaurenard dans les Bouches-du-Rhône, l'un des plus importants marchés de gros de France. Ces jours derniers, une grande partie de la production n'a pas trouvé d'acquéreurs et pour des produits rapidement périssables, c'est évidemment un problème.

Par contre, sur les marchés de détail, la tendance reste à la hausse, et des pêches de premier choix achetées à l'agriculteur 2,80 F sont encore aujourd'hui vendues 12 F au consommateur.

C'est toujours le même problème qui revient comme... les radis. Le producteur ne peut pas vendre le produit de son travail même à bas prix, ni en retirer l'équivalent du travail qu'il y a consacré; et à l'autre bout le consommateur ne peut acheter que les produits qui soient commercialisés à des prix élevés. D'un côté on détruit la production, de l'autre on se prive de fruits et de légumes, surtout dans les familles de travailleurs, parmi les retraités, faute de ne pouvoir payer des prix sans rapport avec ceux de la production.

Tout cela parce qu'il y a entre le producteur et le consommateur des sociétés qui contrôlent le transport et la commercialisation, qui n'acceptent de le faire qu'à des conditions où elles puissent retirer le profit de leurs capitaux qu'elles jugent rentable Seuls les produits les plus chers le sont pour elles.

Mais que dirait-on si par exemple, il n'y avait dans les transports en commun, dans les trains, les bus, les métros, que des départs au moment où les rames ne pourraient partir que bondées ? Il existe un cahier de charges qui impose d'assurer les transports de personnes à des heures ou des moments de l'année différents, même lorsque le nombre de passagers diminue. Pourquoi cela ne serait-il pas possible pour le transport et la commercialisation des produits agricoles, et pourquoi ces fonctions ne devraient s'effectuer que dans les conditions où ces sociétés réalisent leur profit maximum?

Tant qu'on ne leur imposera pas, lorsque les récoltes sont plus abondantes, de transporter et de commercialiser, y compris en prenant sur leurs profits réalisés en d'autres circonstances, on ne pourra empêcher qu'une bonne année se transforme en catastrophe pour le producteur et passe sous le nez de la majorité des consommateurs. On en restera au système du gâchis et de la vie chère.

Juliette ARONI

# Mesrine ou Leroy : gangsters superstars

Il n'y a pas que sur les écrans de cinéma que la période des vacances fait ressortir les westerns spaghetti. L'actualité nous ressort aussi les siens, étalant en long et en large à la Une des journaux imprimés ou télévisés les exploits des supermen du banditisme.

Eclipsés les petits méfaits et les braquages des petits voyous sans envergure! Car si les Carlos et les Spaggiari ont disparu, les Mesrine et les Leroy ont pris la relève dans le rôle des truandshéros. Il est vrai que ce n'est pas tous les jours qu'une rançon de 600 millions est enlevée à la barbe des policiers en échange d'un milliardaire de l'immobilier et qu'un hold-up de plusieurs milliards est réalisé en douceur par un truand habillé en homme de confiance.

La société a finalement les héros qu'elle mérite. D'ailleurs « Il aurait fait un bon homme d'affai-

res » a déclaré à propos de Mesrine, Henri Lelièvre. Avis d'expert en quelque sorte! Quant au porteporle de Protection-Sud, la société de surveillance qui employait Lionel Leroy, si l'on en croit France-Soir du 1er août il aurait déclaré qu' « un baroudeur c'est un homme » alors « Nous ne voulons pas trop en savoir sur son passé. Nous l'engageons ». Un homme suivant de tels critères, Leroy en était un, sans aucun doute. Présent dans tous les sales coups en Afrique, au Tchad, à Kolwezi, aux Commores, dix ans dans les paras. On ne pouvait pas, en plus, lui demander d'être resté

Alors, apparemment tout le monde il est volé mais tout le monde il est content... Sauf peut-être nos superflics, car dans ces histoires, le ridicule, ils ne l'ont pas volé.

R.M

# A Canjuers (Var) Attention pyromanes en bandes organisées

Il a fallu cent soixante-dix pompiers, des hommes de troupe, quatre chantiers d'anciens harkis et cinq Canadairs pour venir à bout de l'incendie qui a détruit cent hectares de végétation à Canjuers dans le Var. Un incendie qui avait été allumé par une bande de pyromanes organisés, que l'on a facilement identifié.

D'autant plus facilement qu'ils utilisaient pour leur forfait des allumettes quelque peu coûteuses puisqu'il s'agissait de missiles. C'est en effet trois missiles de l'armée en manœuvre qui ont mis le feu... Et cet exploit est à mettre au compte de l'armée française.

Quelques heures plus tard, le responsable de la protection c'vile, Gerondeau, expliquait que la France disposait d'un nombre suffisant de Canadairs, et qu'en posséder plus n'était ni nécessaire, ni



rentable.

C'est sans doute pour accroître le rendement des douze Canadairs existant en France que l'armée se transforme en incendiaire.

On aura du mal à nous convaincre qu'il y a suffisamment de moyens de lutte contre les incendies de forêt; par contre, la preuve est une nouvelle fois fournie que les missiles avec lesquels l'armée fait joujou, sont non seulement inutiles, mais nuisibles.

J.G

# Le PCF et le nucléaire : "Si ma France en avait..."

Répondant dans le numéro du, 28 juillet de France Nouvelle à des militants qui n'ont pas compris le tien qui « existe entre le renforcement des groupes multinationaux et le refus du moratoire » du PCF en matière d'énergie nucléaire, Gaston Plissonnier, au nom du PCF, écrit : « C'est l'intérêt de la nation qu'existe dans notre pays une telle industrie nationalement maîtrisée, comme c'est l'intérêt des grands groupes étrangers que soit instauré un moratoire qui leur laisserait le champ libre pour imposer à la fin de la suspension leurs conditions de technologie et de sécurité

ainsi que leurs prix. C'est pourquoi il ne faut surtout pas arrêter le programme nucléaire ».

Mais même en suivant G. Plissonnier sur le terrain du nationalisme, on peut se demander ce qu'il peut y avoir de nationalement maîtrisé en matière d'énergie nucléaire en France? La production du minerai de base? La France ne totallise que 2,24 % des réserves mondiales d'uranium, contre 78 % pour les USA, le Canada, l'Afrique du Sud et l'Australie. Quant à la production nationale, les experts disent qu'elle ne couvrira, dès 1980, que la moitié des be-

soins — 3000 tonnes .sur 6000 tonnes —, cet écart devant aller en se creusant pour aboutir aux environs de 1990 à un épuisement total des réserves nationales.

serves nationales.

Quant à la technique, celle qui est actuellement utilisée dans les centrales françaises, elle résulte d'un accord avec le trust américain Westinghouse. D'ailleurs, G. Plissonnier est bien obligé de le reconnaître puisqu'il écrit qu'il faut en continuant la recherche nucléaire en France « se mettre dans la meilleure position pour qu'à l'échéance de la renégociation de la convention avec Westinghouse en

1982 nous soyons en mesure de « franciser » réellement la technique à eau pressurisée ». Mais comment se fera cette « francisation », si tant est qu'à l'échéance dite l'industrie nucléaire française ait mis au point une technique propre? On détruira les centrales construites d'après le procédé Westinghouse pour les reconstruire suivant un procédé « made in France » ? Et à qui confiera-t-on la construction de ces centrales, puisque le groupe belge Empain jouit du quasi-monopole en France, à travers sa filiale Framatome? Au trusts bien français CGE par exemple, ou à un autre? Plissonnier qui sent bien que c'est là que le bat blesse, répond qu'il faudrait nationaliser Framatome. Mais quand? Comment? Dans quelles circonstances? Après quelles élections? En s'appuyant sur quelle majorité électorale? Même si l'on en reste à la propre logique, purement électoraliste du PCF, ces questions restent sans réponses.

Qu'à cela ne tienne, puisqu'il faut sans trêve, et sans moratoire, continuer à développer le nucléaire français, Empain peut continuer à engranger ses profits avec la caution du PCF.

# Pas de trève pour les Comités d'usagers

Les habitants de la région parisienne, qui avaient pris leurs vacances en juillet, ont pu tout de suite reprendre contact avec la réalité des transports en commun dans et autour de la capitale, si tant est qu'ils l'aient oubliée au soleil ou au bord de la mer.

La réalité, c'est d'abord la hausse des tarifs, de plus de 20 % depuis le premier juillet.

La réalité, c'est aussi les mauvaises conditions de transports, les trains bondés malgré les vacances et les millions de gens qui ont quitté la région parisienne pour quelques semaines (parce que dans le même temps la SNCF diminue non pas le nombre de wagons par trains, ce qui serait sans doute normal, mais le nombre de trains), les longues attentes sur les quais et les trains annoncés mais annulés au dernier moment (car cette pratique, courante dans certaines gares au cours de l'année à cause d'une densité de trafic trop forte pour les infrastructu-

existantes, continue quand même pendant les

La RATP, la SNCF et les pouvoirs publics ont sans doute décidé de ne donner aucunes vacances aux raisons de notre mécontente-

La campagne entamée en juin, à l'annonce de la hausse, et la mise en place de Comités d'usagers dans toutes les gares et sur toutes les lignes SNCF de la région parisienne n'a donc, elle non plus, aucune raison de s'arrêter.

Partout les permanences mises en place au mois de juillet continuent en ce mois d'août. Les usagers qui les tenaient le mois dernier, bien souvent partis en vacances, doivent être simplement remplacés par ceux qui viennent de rentrer. Mais il faut poursuivre l'effort d'organisation entrepris, de façon qu'en septembre, et sans attendre, tout un réseau de Comités d'usagers soit en place, sur toute la région, sur toutes

les lignes, dans toutes les localités.

Alors les usagers auront les moyens de reprendre à l'Etat une partie de la hausse qu'il vient de nous imposer, sans la moindre amélioration en compensation. Alors ils auront les moyens d'organiser une grève des paiements qui montrerait aux pouvoirs publics que nous n'acceptons pas leurs hausses injustifiées et qui permettrait aux usagers de récupérer au moins une partie de ce qu'on nous vole depuis le 1" juillet.

Que partout, tous ceux qui n'ont pas encore pris contact avec les Comités d'usagers, soit parce qu'ils étaient en vacances, soit pour une toute autre raison, le fassent. Qu'ils passent aux permanences de leur gare, ou alors qu'ils prennent contact avec les militants ou Ouvrière, journal Lutte s'ils ne voient pas ou ne trouvent pas le Comité d'usagers local. Un certain nombre sont encore à mettre sur pied. Il est besoin pour cela de toutes les énergies et de toutes les bonnes volontés.

# A la gare du Nord, c'est sur rail

Sur les permanences consthuées sur le réseau de la gare du Nord, les Comités d'usagers rencontrent une sympathie certaine.

A Sarcelle-Saint-Brice, trois usagers tenaient la permanence, une dame venait expliquer qu'elle avait collé des affichettes dans le train et venait en rechercher d'autres pour recommencer cette semaine.

A Deuil-la-Barre aussi, une dame tenait la permanence. A Garges-Sarcelles, une quinzaine de personnes ont donné leur adresse et veulent participer à l'activité du Comité, deux nouvelles permanences ont été mises en place.

A Villiers le Bel, 17 personnes se sont inscrites et une nouvelle permanence va être mise en route.

Un peu partout sur le réseau de la gare du Nord, les rendez-vous sont pris, ça s'organise et nous sommes prêts pour septembre.

## Dans notre courrier

## Comment la SNCF traite les vacanciers

Dimanche 29 juillet, j'avais pris un billet SNCF « un jour à la mer » pour aller au Tréport. On nous avait annoncé deux trains au départ de la gare du Nord. Au moment de partir, étonnés de l'affluence qu'il y avait dans un des trains nous sommes allés trouver un contrôleur pour savoir où était le deuxième train prévu : ce train avait été annu-

C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés dans un train archibondé de gens mécontents. Parmi les nombreuses personnes debout, une bonne partie était munie d'une réservation alors qu'aucune place n'était numérotée.

Au bout de deux heures de ce régime, je me suis trouvée mal et je ne pense pas avoir été la seule dans ce cas.

Alors, lorsque des usagers ont pris l'initiative de faire signer une pétition de protestation, celle-ci a eu beaucoup de succès dans tout le train. Ce n'est pas parce que nous bénéficions d'un tarif rédut que la SNCF doit se croire autorisée à nous traiter comme des animaux.

Elizabeth - Paris

# En Bretagne: des arrêts nécessaires

A Flouaret, dans les Côtes-du-Nord, des manifestants ont bloqué, en ce début d'août, pendant vingt minutes, le train Paris-Brest, et cela pour la quatrevingt-et-unième fois. A l'autre bout de la Bretagne, à Messac, entre Rennes et Redon, le train Paris-Quimper a été arrêté, dans les mêmes conditions, cent-dix fois. Et ailleurs, en Bretagne, se sont déroulées des protestations dans les gares. La population de ces villes entend ainsi s'opposer aux projets de la SNCF qui visent à supprimer des arrêts de trains de grandes lignes dans les villes d'importance moyenne. Ce n'est pas rentable, dit-elle. Et elle invoque les quelques minutes gagnées ainsi sur les grands trajets.

La rentabilité, voilà le maîtremot lancé par la direction de la SNCF. Mais est-il plus rentable d'obliger la population à prendre les voitures, pour conduire les enfants à l'école ou pour se rendre à la ville voisine, alors que l'on sait que le train consomme cinq fois moins d'énergie que l'automobile, à quantité égale de personnes transportées, sans compter les accidents qui coûtent eux aussi fort cher à la collectivité. Quant à ceux qui n'ont pas de voiture, ils n'ont qu'à se débrouiller. Il est curieux que le gouvernement et l'administration parlent plus de rentabilité lorsqu'il s'agit du service public, que lorsqu'il s'agit de l'armée... ou du Concorde. Et si l'on faisait l'in-

Les habitants de Flouaret, de Messac et de Quimperlé ont tiré la sonnette d'alarme... C'est la bonne manière d'obliger la direction de la SNCF à arrêter de se moquer d'eux.

# REJOIGNEZ LES COMITES D'USAGERS

## ET PASSEZ A LEUR PERMANENCE

Voici la liste des permanences qui se tiennent régulièrement chaque semaine dans la région parisien-

### SUR LE RESEAU DE LA GARE **MONTPARNASSE**

VERSAILLES - CHANTIERS tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h. LA VERRIERE : tous les mardis de 16 h 30 à 19 h.

### SUR LE RESEAU DE LA GARE DE L'EST

RAINCY: tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h dans le hall de la gare.

CHELLES : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h 30, sortie de la gare côté autobus.

BONDY : tous les vendredis de 17 h à 19 h, sortie de la gare côté Bondy.

GAGNY: tous les lundis de 17 h 30 à 19 h 30 dans le hall de

LAGNY: tous les mardis de 17 h 30 à 19 h.

Ligne PARIS-TOURNAN :

ROSNY-BOIS-PERRIER : tous les lundis de 17 h 30 à 19 h 30 à la sortie de la gare.

NOGENT-LE-PERREUX : tous les mardis de 17 h 30 à 19 h 30 à la sortie de la gare.

VILLIERS-SUR-MARNE : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h 30 à la sortie de la gare côté cen-

## **SUR LE RESEAU** DE LA GARE SAINT-LAZARE

COLOMBES : tous les lundis de 17 h 30 à 18 h 30. ASNIERES : tous les mardis

de 17 h 30 à 18 h 30. ARGENTEUIL : tous les mercredis de 17 h 30 à 18 h 30.

BECON-LES-BRUYERES : tous les jeudis de 17 h 30 à 18 h 30. BOIS-COLOMBES : tous les vendredis de 17 h 30 à 18 h 30.

## SUR LE RESEAU **DE LA GARE DU NORD**

GARGES-SAROELLES et PIER-REFITTE: tous les lundis de 17 h 30 à 19 h.

VILLIERS-LE-BEL : tous les mar-

dis de 17 h 30 à 19 h. GOUSSAINVILLE : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h. SARCELLES-SAINT-BRICE

tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h. GARE DU NORD et DEUIL-LA-BARRE-MONTMAGNY : tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h.

PONTOISE : tous les mercre-

dis de 17 h 30 à 19 h à la gare. SAINT-DENIS : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h à la gare.

#### SUR LE RESEAU DE LA GARE **D'AUSTERLITZ**

JUVISY : tous les lundis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-MICHEL-SUR-ORGE tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30.

ORLY: tous les mardis de 17 h 30 à 19 h 30.

CHOISY-LE-ROI : tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS : tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

## Sécurité sociale-

# Les comptes truqués du gou

# Barre, Barrot jonglent avec les chiffres mais piquent dans nos poches

Pour la deuxième fois en six mois, le gouvernement a lancé une campagne alarmiste au sujet de la Sécurité sociale. La presse en a fait ses gros titres, la radio et la télé l'ont répété sur tous les tons : 24 milliards de déficit! En décembre 1978, c'était déjà 17 milliards de déficit qu'ils nous assénaient. C'est une campagne organisée pour justifier la pilule que l'on veut faire avaler aux salariés.

En fait, ces chiffres ne veulent pas dire grand-chose en eux-mêmes. En premier lieu parce que la comptabilité de la Sécurité sociale est un imbroglio de comptes de toutes sortes qui permet de faire dire des choses différentes selon que l'on considère, par exemple, l'assurance-maladie

seule ou le régime général de la Sécurité sociale, ou bien encore l'ensemble des comptes tous régimes confondus.

De toute façon, il y a une véritable escroquerie à parler de déficit de 24 milliards, car ces 24 milliards sont la totalité des déficits prévus par le gouvernement pour trois années: 5,5 milliards pour 1978, 7 pour 1979... et 11,5 pour 1980. Cela signifie que l'on confond les dépenses actuelles avec les dépenses futures. Et puis, selon les experts ou peutêtre l'humeur de celui qui parle, ces chiffres changent.

Il est à peu près impossible de prévoir précisément les dépenses de la Sécurité sociale et en particulier celles de l'assurance-maladie. Une épidémie de grippe peut coûter

plusieurs centaines de millions de francs en quelques semaines. En 1977, le compte assurance-maladie du régime général a été bénéficiaire de 2,7 milliards, alors qu'en 1976 il était déficitaire de 4,1 mil-

Les sommes en jeu sont énormes. L'ensemble des dépenses de la Sécurité sociale approche les 450 milliards de francs en 1978, c'est-à-dire autant que le budget de l'Etat. Un écart de 1 ou 2 % entre les prévisions et la réalité, et tout change, compte tenu de la masse énorme des sommes mises en jeu. Du coup, il est très facile de manipuler ces prévisions et le gouvernement ne s'en prive pas.

C. CHARVET



Parmi les mesures du gouvernement : la limitation du budget des hôpitaux qui n'en avaient vraiment pas besoin.

# Le gouvernement se soigne avec l'argent de la Sécurité sociale

Si on parle tant de déficit de la Sécurité sociale ces dernières années, c'est que dans le cadre de la crise économique, la Sécurité sociale subit continuellement un manque à gagner du fait du chômage : on estime que 100 000 chômeurs représentent 1,4 milliard de cotisations en moins chaque année. C'est donc 15 à 20 milliards de recettes en moins pour la Sécurité sociale que coûte le chômage de 1 million et demi de travailleurs, puisque par ailleurs et heureusement, ils continuent à bénéficier de la protection sociale. Le plein emploi suffirait largement à faire disparaître les difficultés de la Sécurité

Mais cela ne ferait pas disparaître le véritable scandale que représentent bien des aspects de son financement. LES CHARGES INDUES

La Sécurité sociale et les salariés qui la financent pour l'essentiel sont l'objet d'un détournement de fonds en bonne et due forme. Le gouvernement, au nom de la « solidarité nationale », fait supporter au réglime général de la Sécurité sociale de très nombreuses charges indues.

En effet, en dehors du régime général des salariés qui groupe 13 millions de cotisants et 40 millions d'assurés, la Sécurité sociale a été étendue à toute la population par le biais d'un certain nombre de régimes différents.

Il y a un régime pour les exploitants agricoles, un autre pour les industriels, commerçants et artisans, un autre pour les étudiants, etc... Chaque régime comporte un système d'assurance-maladie et, le plus souvent, une caisse de retraite. Or, tous ces régimes sont en déficit. D'une part, parce que le nombre de cotisants est beaucoup plus faible que ceux du régime général, mais surtout parce que les cotisations sont bien moindres.

Pour les salariés, cette cotisation représente plus de 40 % du salaire (dont environ 10 % sont retenus sur le salaire - part du salarié - et 30 % sont versés en plus par

le patron - part de l'employeur). Chaque mois, pour un salaire de 3 000 F c'est donc plus de 1 200 F qui sont versés à la Sécurité sociale. C'est ainsi que dans le régime général des salariés, les cotisations constituent plus de 95 % des recettes. Dans les autres régimes, la part des cotisations descend jusqu'à 20 % des recettes par exemple pour les exploitants agricoles. De même, chez les artisans, commerçants et professions libérales, les cotisations sont calculées sur des revenus notoirement sous-estimés. Elles ne couvrent de toute façon qu'à peine 60 % des recettes nécessaires.

Le complément est assuré par des subventions de l'Etat, mais aussi par des transferts puisés dans le régime général. C'est ainsi que le régime général a versé en 1978 plus de 12 miliards de francs aux autres régimes pour leur permettre de boucler leur budget. Largement de quoi faire disparaître son prétendu déficit!

De même l'Etat a imposé au régime général d'assurer sans contrepartie suffisante le versement d'un certain nombre de prestations qui ne donnent pas lieu à cotisation. Par exemple, l'allocation aux handicapés adultes, ou les versements du Fonds national de solidarité qui assure le « minimum vieillesse » aux personnes âgées et qui à l'origine devait être financé par le produit de la vignette-auto.

Ce sont également les salariés qui financent avec leurs cotisations une grande partie de la construction et de l'équipement des hôpitaux, de la formation des personnels médicaux à l'hôpital, de la rémunération des professeurs de médecine et même des dépenses de la recherche médi-

La CGT estime à 25 milliards de francs, par an, le total de ces « charges indues » que l'Etat fait peser sur le régime

## L'ardoise des patrons

Il y a les patrons qui ne paient pas les cotisations de Sécurité sociale, ce qui est d'autant plus scandaleux que dans ces cotisations impayées il v a souvent une part qui a été directement prélevée en temps et en heure sur les salaires. Depuis 1946, la dette accumulée par les entreprises atteindrait, fin 1977, 8 milliards de francs dont 6,4 milliards depuis 1974 et 3 milliards pour la seule année 1977. Le 18 mai dernier, Simone Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a décidé de considérer comme irrécouvrables les dettes d'avant 1973 « même quand les dirigeants des sociétés ont été condamnés personnellement au paiement des cotisations ». Elles n'en sont pas moins une part non négligeable du trou qu'on veut faire combler par les

Le budget de la Sécurité sociale Pour les dettes l'Etat n'est pas 1978, 3,2 milliards de francs à la Sécurité sociale au titre de ses propres engagements, soit plus que ce que les entreprises devaient cette année-là.

Par ailleurs l'Etat ne se gêne pas pour percevoir de la TVA sur les dépenses de la Sécurité sociale. Les médicaments remboursés lui ont rapportés 1 milliard en 1976, bien que le taux de TVA ait été réduit à 7 10/0. Les soins hospitaliers et les dépenses d'équipement sont, eux, soumis au taux de 17,6 0/o ce qui représente chaque année un certain nombre de mil-

Enfin, l'Etat rémunère à un taux dérisoire (1 ou 1,50 % par an) les sommes qui lui sont provisoirement confiées en dépôt par la Sécurité sociale. En se faisant ouvrir un simple livret à la Caisse d'épargne, cela lui rapporterait



Du point de vue des besoins de la population, il est normal que les dépenses de santé croissent plus vite que les autres dépen-

# La santé après

Parmi les mesures que le gouvernement a prévues, toute une série vise à diminuer la progression des dépenses de santé. Parce que les dépenses hospitalières augmentent trop selon ses dires, il voudrait nous convaincre que nous nous soignons trop. Il souhaite imposer aux hôpitaux une croissance des dépenses qui ne solt pas supérieure à celle de l'activité économique. Barre et Barrot, invoquant le gros « bon sens », prétendent qu' « on ne peut pas dépenser plus que ce qu'on gagne ». En fait cela traduit simplement la volonté du gouvernement de

subordonner les dépenses de santé aux profits des capitalistes.

C'est le point de vue d'un gouvernement au service des patrons. Mais du point de vue des besoins de la population, il est normal, souhaitable même, que les dépenses de santé croissent plus vite que les autres dépenses, ne serait. ce que parce que l'espérance de vie augmente et que l'on se soigne mieux. La santé, comme la culture et les loisirs font justement partie de ces dépenses qui doivent augmenter plus que les autres dans une société évoluée.

# vernement

# Les travailleurs paieront plus pour être plus mai soignés

Pour résorber le prétendu déficit de la Sécurité sociale, le gouvernement a prévu plusieurs mesures. La principale concerne une augmentation de 1 % de la cotisation des assurés, salariés dans leur immense majorité puisque les artisans, commerçants et membres des professions libérales ne la supporteront pas. Les patrons non plus ne paieront rien de plus. Ils ont refusé tout net et le gouvernement n'a pas insisté.

Pour un salaire de 3 000 F par mois cela fera 30 F de moins et pour un salaire de 10 000 F par mois, 100 F. Cela semble équitable et égalitaire pour l'ensemble des salariés, mais il est évident que cela ne pèse pas du tout le même poids dans le budget selon que l'on est en bas ou en haut de l'échelle.

En principe, ce prélèvement est provisoire et ne doit durer que jusqu'au 31 janvier 1981. Juste avant la date des prochaines présidentielles, tiens! tiens! Cette augmentation intervient 6 mois après celle de 1,75 % au 1er janvier 1979. Le gouvernement trouve bien plus vite et plus facilement les moyens de prendre dans la poche des travailleurs que

dans celle des possédants : depuis le temps qu'on en parle, le projet de loi sur l'imposition des grosses fortunes est toujours en suspens ; cette imposition aurait pourtant été une belle démonstration de cette prétendue solidarité nationale dont on nous rebat les

La deuxième mesure consiste, selon le gouvernement, à prendre en charge une partie des frais jusqu'alors supportés par le régime général de la Sécurité sociale :

— 1,5 milliard pour la formation des professions médicales et para-médicales. L'Etat prétend que cela régularise cette dette depuis 1975... Même si cela était vrai, ce qui n'est pas le cas, cela n'acquittera pas les dettes antérieures;

— 2,2 miliards au titre du financement des soins apportés aux malades hospitalisés depuis plus de 3 ans.

Enfin une série de mesures d'économies seront mises en place pour ralentir la progression des dépenses de santé : entre autres, limitation du budget des hôpitaux, limitation de la progression des soins de ville (honoraires et prescriptions).

Claude CHARVET



# les profits

Mais quand le gouvernement prétend que les Français consomment trop pour leurs besoins de santé, il ment. Si l'on compare avec les autres pays de la Communauté Economique Européenne, on s'aperçoit que la France n'est pas spécialement en pointe pour ses dépenses de santé. En France, d'après les statistiques officielles, on dépense 8,6 % du produit intérieur brut pour la santé, alors que la moyenne est de 9,9 % pour la CEE.

Et même si l'on considère les dépenses hospitalières aujourd'hui particulièrement visées, la France vient derrière les Pays-Bas, la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Il s'avère même en outre que la part des indemnités journalières baisse d'année en année dans les dépenses d'assurance-maladie. Elle est passée de 20 % en 1960 à un peu plus de 10 % en 1977; et encore ces dépenses sont-elles constituées pour les 2/3 par des arrêts de travail de plus de 3 mois.

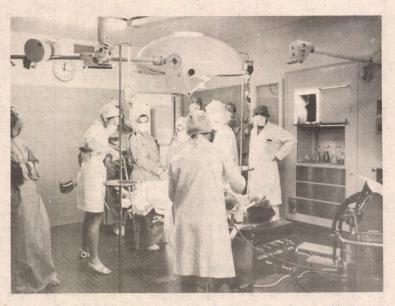
Cette propagande vise à imposer aux travailleurs des restrictions de soins sous prétexte qu'on se soignerait trop. Barrot, ça va pas la tête!

# Chirurgie : on organise la pénurie

Mettant à profit la loi portant sur la réforme des études médicales, le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a décidé de réduire de 275 à 150 le nombre de chirurgiens formés chaque année. Le prétexte invoqué est que, compte tenu des effectifs actuellement en formation, la France devrait bientôt compter 5.000 chirurgiens, soit un chirurgien pour 10.000 habitants, Et ce chiffre serait jugé comme un maximum par le ministère. Au-delà soi-disant, d'une part la valeur de leurs interventions diminuerait car ils ne pratiqueraient plus assez souvent, d'autre part, on risquerait de les voir augmenter le nombre d'interventions peu ou pas utiles afin de défendre leurs revenus.

Mais on ne voit pas pourquoi
— en admettant qu'elle ait assez
de chirurgiens pour répondre à
ses propres besoins — la France
ne pourrait pas continuer à en former, ne serait-ce que pour répondre aux besoins d'autres pays,
comme ceux du Tiers Monde par
exemple ?

D'autant que la diminution du nombre de postes d'internes pose un autre problème : celui des gardes et des urgences dans les hôpitaux. En effet, celles-ci sont jusqu'à présent assurées essentiellement par les internes, au rythme d'une nuit sur trois et d'un dimanche sur deux par interne. La réduction du nombre de postes d'internes aboutirait à ce que chacun



Moins d'internes, moins de chirurgiens, sûrement dans l'intérêt des

d'eux assure la garde pratiquement deux nuits sur trois, avec ce que cela implique de surcharge de travail et de risque pour les malades. A moins que les chirurgiens déjà formés n'acceptent eux aussi de participer aux gardes, ce qui ne semble pas devoir être le cas. C'est ce qui pousse aujourd'hui les praticiens — qui jusquelà n'avaient guère manifesté beaucoup d'opposition à la réforme des études médicales puisqu'en limitant le nombre de médecins et de chirurgiens, elle leur garantissait

une limitation de la concurrence

— à réagir aux côtés des internes
pour protester contre ces restrictions.

Une telle situation résume bien l'aberration de cette société. Les études médicales et, au-delà, la politique de santé, sont soumises à toutes sortes de contraintes et de limites du fait de la défense des privilèges des uns, du budget d'austérité octroyé par d'autres, dans lesquelles l'intérêt du public et de la société tout entière n'ont rien à voir.

## Budget militaire : pour les marchands de canon, le jour de gloire est encore arrivé

« Malgré les difficultés de la situation économique dans le monde et en France, le gouvernement a veillé à ce que les ressources consacrées à notre effort de défense, loin de diminuer de 1977 à 1980, ne cessent de s'accroître non seulement en valeur constante, mais par rapport à la part qu'elles représentent dans la production nationale de la France ».

Pour donner plus de poids aux paroles qu'il venait de prononcer, Giscard vient d'augmenter encore les crédits impartis à l'armée pour 1979

Ainsi, le budget de la défense nationale aura augmenté de 24,6 % par rapport à l'année dernière. Et d'ores et déjà, il est prévu que le budget de la défense nationale atteindra pour la première fois en 1980 les 100 milliards de francs.

Pour les marchands de canons, pour les Dassault, pour
les Thomson, pour les Schneider, il n'y a pas d'inquiétudes
pour leurs lendemains. Quels
que soient les prix pratiqués,
leurs matériels partiront. Du
moment que ce sont des engins de mont, qu'ils ne peuvent pas servir la population
mais seulement être utilisés
contre elle, ils n'entrent pas
dans le cadre de la politique
générale d'austérité. A 4,5 millions le char AMX 30, ou à 100

millions le Mirage 4000, ce n'est pourtant pas donné, mais ce n'est tout de même pas de ces économies-là que le gouvernement veut attendre un rétablissement de la situation.

La seule augmentation du budget militaire pour 1980 représente à peu près l'équivalent du prétendu déficit de la Sécurité sociale. Mais ce serait vraiment immoral d'aller les chercher là, alors qu'on peut les prendre dans la poche des travailleurs en continuant de faire plaisir aux marchands de canons.

Y'a pas à dire, il faudra bien qu'un jour ça explose!

Joëlle GERARD



# L'OPEP: un bouc émissaire du monde capitaliste

Les dirigeants des puissances impérialistes s'acharnent à présenter l'OPEP comme responsable des hausses des prix du pétrole, les accusant de profiter d'une situation qui les ferait tenir entre leurs mains le sort des pays occidentaux... Du même coup, les pays de l'OPEP sont présentés comme responsables de la hausse des prix, du chômage, bref de la crise économique qui frappe

les pays capitalistes.

Tout cela ne tient évidemment pas debout. L'OPEP n'a pas la puissance que lui attribuent généreusement les dirigeants des principales pulssances impérialistes. On voudrait nous faire croire que quelques pays, sous-développés de surcroît, auraient la possibilité de mettre bas les écomomies des principales puissances du monde, pire même, utiliseraient cette possibilité? Et, curieusement, les dirigeants des pays habitués des expéditions de Suez, du Zaïre, des guerres du Vietnam, des coups d'Etat un peu partout dans le monde laisseraient faire cette fois? Tout cela est une fable.

Loin d'être une machine de guerre des pays producteurs contre les pays

consommateurs, l'OPEP n'est même pas, dans les relations inégales qui opposent les pays sous-développés détenteurs de ressources naturelles aux riches pays consommateurs, l'équivalent d'un syndicat regroupant les exploités face à leurs exploiteurs. Tout au plus peut-on qualifier l'OPEP de sorte de club d'Etats, rivaux par ailleurs, au pouvoir très limité.

UN ORGANISME DE PRES DE VINGT ANS

C'est en 1960, à l'initiative du Vénézuéla, que s'est créé l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole). Cette création faisait suite à de longues années de marchandages entre les pays producteurs et les compagnies pétrolières groupées, elles, en cartel depuis 1928. Grâce aux concessions délivrées par les pays producteurs sur leur territoire, ces compagnies avaient le monopole de l'extraction et de la commercialisation du brut, en échange de quoi elles versaient aux pays producteurs des redevances dont elles fixaient le montant une fois pour toutes.

C'est pour essayer d'obtenir le relèvement de ces redevances que des contacts s'instaurèrent à partir de

1949 entre le Vénézuéla et certains pays producteurs du Moyen-Orient.

Malgré quelques concessions, les compagnies pétrolières gardaient alors entière liberté. En 1956, elles appliquèrent une baisse de 18,5 % des prix affichés, prix fictifs qui servent de base au calcul que percevaient les Etats producteurs. Elles récidivajent le 9 avril 1960, pour la seconde fois en un an et demi, de manière unilatérale. La création de l'OPEP avait donc pour objectif de s'opposer à ces baisses en même temps que d'inciter les compagnies à unifier leurs pratiques vis-à-vis des différents Etats.

**DEFENDRE LES INTERETS DES PAYS PRODUCTEURS...** 

L'OPEP regroupa d'abord cinq pays : le Vénézuéla bien sûr, mais aussi l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Koweit et l'Irak. Au cours des années suivantes, ils furent rejoints par le Catar, la Libye, l'Indonésie, Abou Dhabi, l'Algérie, le Nigéria, l'Equateur et le Gabon. Mais l'influence de ce regroupement était toute relative et pendant les dix premières années de son existence, l'OPEP mena une vie discrète, les tarifs restant durant toute cette période souverainement décidés par les compagnies pétrolières.

C'est à partir de 1970 que l'OPEP commença à faire parler d'elle. Entre 1971 et 1973, elle pratiqua une politique de hausse des prix du pétrole brut et en 1973 décréta que désormais la détermination du « prix affiché » ne serait plus l'objet de négociations avec les compagnies pétrolières mais du seul ressort des Etats producteurs regroupés dans l'OPEP.

Ces décisions furent présentées comme une offensive des pays producteurs. Mais cette politique et ces mesures ne signifiaient nullement que ces derniers s'étaient émancipés de la tutelle des grandes compagnies. Et d'ailleurs le fait qu'à ce momentlà les deux Etats qui poussaient le plus à ces décisions aient été l'Iran et l'Arabie Saoudite — dont les régimes étaient parmi les plus favorables à la politique de l'impérialisme US laisse à penser que ces mesures bénéficiaient de l'accord au moins tacite des USA.

En fait, toute cette politique apparemment agressive de l'OPEP s'explique par le fait que, à ce momentlà, une augmentation mondiale du

# Le pétrole n'enrichit pas les pays qui le produisent

En écoutant la radio, la télévision, en lisant la presse, on pourrait croire que ce sont les pays pétroliers qui, dorénavant, pillent les grandes puissances impérialistes.

Mais les hausses du prix du pétrole brut (qui n'ont pas grand-chose à voir avec celles de l'essence et du fuel) ne permettent pas aux pays producteurs de s'enrichir au détriment des pays industrialisés.

Les prix du brut ont augmenté moins vite que l'inflation mondiale et le blocage de ces prix entre 1974 et 1978 a entraîné un énorme manque à gagner pour eux.

D'autre part, payés en dollars, les Etats producteurs subissent l'érosion de cette monnaie. Selon la banque Morgan, les 11,65 dollars le baril que coûtait le pétrole en 1974 correspondent à 17 dollars en 1979. Or le prix de pétrole pris en référence, c'est-à-dire celui du brut léger saoudien, a été fixé à 18 dollars le baril à Genève, c'est-à-dire un prix à peine supérieur à celui de 1974.

De plus, les Etats producteurs ne font pas que subir la dépréciation du dollar. Ils subissent aussi la hausse des prix industriels des produits qu'ils importent des pays capitalistes occidentaux. De 1974 à 1978, le montant des importations des pays producteurs de pétrole aurait, d'après plusieurs études, augmenté de 44 %, alors que le montant de leurs exportations n'aurait progressé que de

Enfin, les capitaux produits par la vente du pétrole, ne s'investissent pas dans la plupant des pays pétroliers, parce qu'il n'y a pas dans ces pays de secteurs industriels



Une raffinerie en Arabie Saoudite.

rentables, au sens capitaliste du terme, et ils retournent bien souvent s'investir dans les pays industrialisés. Ce qui ne sert pas aux dépenses d'armement des Etats producteurs, ni aux dépenses de luxe des castes dirigeantes, va se placer dans les pays impérialistes, soit le plus souvent sous forme de dépôts en

banque, de bons du Trésor et se trouve ainsi à la disposition des banques occidentales, soit encore sous forme de participation dans les sociétés occidentales.

C'est dire les limites de cet accroissement des richesses produit par la hausse du prix du pétrole.

# Face aux pays produ des "Majors" tout p

La puissance des compagnies pétrolières est énorme. Et les quelques exemples que la presse en donne aident à comprendre pourquoi les pays producteurs de pétrole ont une si faible marge de manœuvre.

Après des années de concurrence sauvage, les plus grandes d'entre elles - les « Majors » se sont regroupées en un cartel qui, alignant les prix de tous les bruts du monde sur les prix de ceux qui reviennent le plus cher à la production, s'est assuré une rente plus que confortable sur la plupart des pétroles bruts aujourd'hui produits, s'assurant des superprofits gigantesques.

Les « Majors », ce sont Exxon, Gulf Oil, Standard Oil of California (Socal), Mobil, Texaco, Shell et British Petroleum, les cinq premières étant des compagnies américaines.

Les groupes pétroliers français CFP-Total et Elf-Aquitaine, bien que ne faisant pas partie des « Majors », sont parmi les plus grosses entreprises au monde.

Pour donner une idée de la puissance financière des groupes pétroliers, signalons qu'Exxon, le premier groupe pétrolier du monde, dispute à General Motors la place de première entreprise mondiale avec un chiffre d'affaires représentant plusieurs fois le budget de la France...

Les compagnies pétrolières sont présentes dans de multiples domaines.

Pour ce qui est du pétrole, elles assurent toujours une partie de la production, malgré les nationalisations décidées par la plupart des Etats producteurs. Pour ne donner qu'un exemple, le journal Le Monde affirme que sur les 8,5 millions de barils que l'Arabie Saoudite produit chaque jour, 7 millions sont produits par l'ARAMCO, consortium de quatre « Majors », contre 1,5 par la compagnie nationale saoudienne.

D'autre part, elles tiennent en main le monde du pétrole. Le transport du pétrole est assuré par leurs compagnies de navigation ainsi que le raffinage et la distribution des produits raffinés. Si les consommateurs français n'ont pas l'habitude d'entendre parler d'Exxon, c'est simplement parce qu'Exxon distribue en France sous le nom d'Esso...

Mais le pétrole n'est pas leur seule ressource. Depuis plus de dix ans, les trusts pétroliers ont diversifié leur production, avant tout dans les principales sources d'énergie actuellement utilisées, charbon et uranium, ainsi que dans d'autres domaines.

Selon la revue Pétrole Information, les compagnies pétrolières détiennent le quart des réserves énergétiques mondiales, en dehors de celles de l'URSS et de la Chine... Voici quelques exemples mentionnés par ce journal :

Pour le charbon, la Gulf Oil est par exemple, par l'intermédiaire d'une tiliale, Pittsburgh and Midways, une des dix compagnies charbonnières les plus importantes des Etats-Unis.

La compagrie pétrolière Conoco, qui ne fait pas partie des « Majors », possèderait la deuxième compagnie charbonnière des Etats-Unis, « Consolidation », et assure 8 % de la production américaine.

Socal, elle, détiendrait 20 % des actions du géant minier Amax - un des plus gros producteurs de charbon des Etats-Unis, en même temps que gros producteur de molybdène, de nickel, etc.

Voyons maintenant pour l'uranium, les compagnies pétrolières sont largement présentes dans ce

Exxon, dans son bilan annuel de 1977, se vantait d'être le premier prospecteur d'uranium des Etats-Unis. C'est la Gulf Oil qui possède la plus grosse mine des Etats-Unis.

# pour les dirigeants



Une réunion de l'OPEP en décembre 1978.

prix du pétrole arrangeait et les compagnies pétrolières et l'impérialisme américain.

Mais si, à la faveur de cette convergence d'intérêts, ceux-ci laissèrent les prix grimper, ils n'avaient pas pour autant fait de l'OPEP un organe de défense des intérêts des pays producteurs contre les compagnies pétrolières. Et au lendemain de 1973, le rapport de force entre les pays producteurs sous-développés d'un côté et les grandes compagnies et les pays impérialistes de l'autre n'avait pas changé.

...MAIS DANS LES LIMITES
PERMISES PAR LES GRANDES
COMPAGNIES ET
L'IMPERIALISME

Et cela pour plusieurs raisons. En effet, sur le plan économique, es prix affichés décidés par l'OPEP

les prix affichés décidés par l'OPEP ne constituent nullement une garantie pour les pays producteurs : il ne s'agit en fait que de prix indicatifs très différents des prix réels pratiqués.

Le manque de cohésion entre les différents pays producteurs continue de paralyser l'OPEP. Le fait que les divers pays producteurs se concertent et s'organisent dans l'OPEP n'empêche pas ceux-ci d'affronter divisés, et bien sûr en rivaux, les grandes compagnies pétrolières. Loin de favoriser leur union, la possibilité d'accroître leurs profits — liée à l'établissement de prix plus élevés — alimente la compétition qu'ils se livrent entre eux, d'autant plus que les grandes compagnies et les puissances impérialistes mènent une politique de division. L'histoire de l'OPEP a été marquée de plusieurs crises graves entre les pays producteurs.

Et de toutes façons les grandes compagnies pétrolières n'entendaient pas laisser les pays de l'OPEP aller au-delà des limites qu'ils avaient fixées. Ainsi l'année 1973 qui vit des hausses allant de 70 à 100 % a été suivie d'une période de blocage des prix de la part des grandes compagnies pétrolières.

Aujourd'hui, on voit bien l'OPEP revendiquer et imposer une nouvelle hausse des tarifs pétroliers. Et les gouvernements recommencent comme en 1973 à présenter l'OPEP comme la responsable de l'inflation. Mais le mensonge des gouvernants est le même qu'il y a cinq ans.

# cteurs, uissants

Mais un groupe comme Exxon ne se contente pas de l'extraction du minerai d'uranium. Par le biais d'Exxon Nuclear, il produit le combustible pour les centrales nucléaires : « En 1978, lles combustibles fabriqués par l'usine de Richland (Washington) étaient employés dans huit centrales américaines et quatre centrales européennes ». De plus, Exxon est en train de construire une usine d'assemblage à Lingen (RFA) dans le but de satisfaire le marché européen (citations extraites de Pétrole-Information). Exxon serait aussi présent dans les techniques d'enrichissement par ultracentrifugation et par laser. Enfin, Exxon attend de teu vert des autorités pour construire une usine de retraitement des déchets radioactifs.

En dehors du secteur de l'énergie, les trusts pétroliers sont présents dans les branches les plus diverses.

Tout cela donne une idée de l'immense puissance économique des grandes compagnies pétrolières. Car ces compagnies sont de plus intimement liées aux plus grands groupes bancaires et interviennent de ce fait indirectement dans bien d'autres secteurs que ceux que nous avons cités. Cette richesse économique s'accompagne d'une toutepuissance politique sensible aux USA bien sûr, mais aussi dans tous les pays producteurs où les grandes compagnies se sont donné dans plusieurs cas les moyens d'intervenir dans la vie des Etats quand ills n'ont pas tout bonnement des régimes à leur

La politique pétrolière, ce sont les grandes compagnies pétrolières qui la décident; et si aujourd'hui comme en 1973, elles augmentent les prix du pétrole brut, c'es parce qu'il y va de leur intérêt.

# Du pétrole, il y en a... ce sont les trusts qui contrôlent les robinets

Tous les arguments pour nous faire accepter la hausse du prix du pétrole, et donc du coût de la vie, se ramènent à expliquer qu'il y a pénurie de pétrole. Et chacun sait que la crise, cela veut dire qu'on ne peut rien contre et qu'on va en baver.

#### LA PENURIE NATURELLE ?

Est-il vrai que le pétrole soit en passe de manquer?

Lors de la précédente « crise » pétrolière de l'automne 1973, c'était le grand argument. Aujourd'hui, on l'agite avec moins de conviction. Mais les dirigeants du monde capitaliste aimeraient pourtant bien que le bon peuple y croit encore.

Eh bien non. Du pétrole, il y en a. Début 1978, les réserves répertoriées et explorées permettaient, aux dires d'experts internationaux, trente ans de production au niveau 1978 (soit quelque 3 milliards de tonnes) et les ressources estimées permettraient de couvrir de un à soixante siècles (selon les estimations), toujours sur la base de 1978.

D'autre part, actuellement les découvertes de gisements continuent. Sur 600 bassins pétroliers localisés dans le monde, 200 n'auraient toujours pas été exploités. Notons d'ailleurs que la crise de 1973 n'a nullement fait accélérer les forages, ce qui montre le peu de foi accordé par les capitalistes eux-mêmes à leurs bruits alarmistes.

On sait en outre que les puits dits « épuisés », d'où le pétrole ne jaillit plus de lui-même, contiendraient encore 80 % de leur pétrole; et on expérimente des techniques qui permettront d'en récupérer une partie.

Ce n'est donc pas le pétrole qui semble manquer, du moins pas avant des siècles, et les compagnies pétrolières ne peuvent manquer de le savoir puisque toutes ces données sont des chiffres fournis à des revues spécialisées par les compagnies pétrolières elles-mêmes.

## ...OU LA PENURIE POLITIQUE ?

Alors quand les dirigeants capitalistes n'osent plus utiliser sans réserves l'argument de la pénurie naturelle, ils en inventent une autre : ils nous parlent de « pénurie politique du pétrole », provoquée par les pays producteurs qui décideraient d'étrangler les économies occidentales. La baisse des exportations de pétrole iranien est alors présentée comme une phase de cette attaque contre l'Occident.

Là encore, c'est pure intoxication de l'opinion. Le cas de l'Iran est significatif. Alors que la réduction des approvisionnements mondiaux liée à la situation en Iran atteignait à peine 4 %, les « Majors » auraient réduit leurs livraisons de 10 % pour Exxon, 15 % pour Shell et 45 % pour BP. Réduction qui a provoqué de la spéculation sur le marché libre.

D'autre part, les pays arabes, même les plus radicaux, n'ont jamais utilisé vraiment l'arme du pétrole; ou plutôt, depuis que cette arme est brandie, tout le monde sait-que ce n'est qu'un sabre de bois. Une « grève du pétrole » de la part des Etats producteurs supposerait en effet non seulement que ces Etats s'entendent entre eux — ce qui est loin d'être le cas, mais aussi et surtout qu'ils soient vraiment maîtres de leur production. En fait, ce sont les compagnies pétrolières qui imposent leur loi aux pays producteurs.

#### DEUX FABLES QUI SERVENT LES TRUSTS PETROLIERS

Si les trusts pétroliers et les dirigeants des Etals capitalistes parlent ce pénurie, c'est parce que ce qui les intéresse, ce n'est pas l'avenir de l'énergie dont dispose l'humanité, mais uniquement l'avenir des bénéfices qu'ils espèrent en tirer. Car ces trusts disposent du monopole des circuits d'approvisionnement du pétrole. De ce fait d'ailleurs, l'augmentation du prix du pétrole rend exploitables, car financièrement rentables, des gisements connus, mais qui jusque-là étaient considérés comme d'une exploitation non rentable : c'est le cas du pétrole sous-marin, comme de nombreux gisements plus petits situés aux USA.

Les trusts pétroliers, à l'époque où ils se contentaient d'exploiter les gisements géants ou supergéants, plus rentables, ont investi leurs fabuleux profits dans toutes les branches du secteur énergétique. Or la hausse du pétrole rend de nouveau rentables les mines de charbon, fermées pour non rentabilité à l'époque du pétrole à vil prix. D'autre part cette hausse rend aus-

si concurrentielle l'énergie nucléaire. Et surtout elle permet de la présenter comme indispensable à une époque où l'opinion publique en maints pays — dont aux USA — la conteste.

C'est dire que les fables de la pénurie profitent aux compagnies pétrolières. Mais pas seulement à ces dernières.

#### ET AUSSI A L'ETAT AMERICAIN

Quant à l'Etat américain, s'il accepte les hausses, c'est que finalement l'industrie américaine y trouve son compte. Ce sont les autres pays industriels, le Japon et les pays européens, qui sont mis en difficultés, car leur approvisionnement dépend uniquement de l'étranger et parce qu'ils sont tributaires des fluctuations du dollar. Et dans ces opérations, les industriels américains n'ont pas de raisons de se plaindre des difficultés qui affaiblissent leurs concurrents impérialistes.

Reste qu'il y a pourtant des perdants dans l'affaire. Ce sont les populations des pays sous-développés, premières victimes de la dégradation des échanges entre pays développés et sous-développés. Et ce sont aussi bien sûr les populations des pays dits riches qui paient non pas l'augmentation du prix du brut, mais une augmentation amplifiée plusieurs fois par le jeu de la spécu-lation des trusts et des taxes prélevées par les Etats impérialistes, qui récupèrent ainsi, sur le dos des consommateurs, des sommes fabuleuses destinées à subventionner les capitalistes.

# Les dolmens du bon sens : Il suffit d'un levier

Aujourd'hui les ouvrages qui prétendent que les dolmens de Bretagne, de Vendée, d'Angleterre ou d'ailleurs auraient été érigés par des super-civilisations mystérieuses ou même par des extra-terrestres ne se comptent plus. Ce sont des élucubrations de la même veine que les soucoupes volantes, la transmission de pensée ou autres prétendues catastrophes du triangle des Bermudes et sont produites par les mêmes auteurs-escrocs qui profitent de la naïveté et de l'ignorance de leur public pour leur faire avaler n'importe quoi, même si ce n'est pas à n'importe quel

Puisqu'il en était encore besoin, un archéologue vient de faire la démonstration qu'il n'y a nulle nécessité d'invoquer des phénomènes d'ordre magique, ni des petits bonshommes verts venus d'on ne sait où, pour expliquer la construction des dolmens. Les hommes préhistoriques — il y a 5000 ans — possédaient la technique nécessaire pour édifier de tels monuments.

Samedi 28 juillet, 200 volontaires ont en effet déplacé
une dalle de 32 tonnes en utilisant les techniques qui pouvaient avoir été celles des
hommes de cette époque.
Cette expérience s'est déroulée près de Poitiers, dans le
village d'Exoudun — un site
préhistorique où l'on a retrouvé des vestiges, et notamment des dolmens, des hommes qui y vivaient il y a 5000
ans

Pendant une semaine avec des pics en bois de cerf les outils des hommes préhistoriques — ils ont extrait des dalles de calcaire d'une carrière, puis ils ont tressé des racines de lierre et des lianes pour en faire des cordages et, avec des haches de silex, ils ont abattu des arbres et découpé des rondins. Les rondins ont été placés sur des traverses de bois dur et la dalle de 32 tonnes, attachée par des cordages, a été placée sur les rondins; 170 hommes ont tiré... et la dalle s'est déplacée. Au fur et à mesure de sa progression, les hommes pre-



naient traverses et rondins libérés à l'arrière pour les replacer à l'avant afin de continuer à faire rouler la dalle sur ce « tapis roulant ».

Ils ont également réussi — en glissant sous la dalle d'énormes leviers de chêne à la soulever de plusieurs dizaines de centimètres, montrant qu'avec une telle technique on peut soulever un bloc énorme

pour le poser au sommet d'un dolmen.

La démonstration a été faite : les hommes préhistoriques, munis de leurs haches de silex, de leurs pics de bois de cerf et de leurs cordages de lianes et de racines, étalent parfaitement en mesure d'ériger, eux-mêmes, les dolmens.

Il faut dire qu'ils étalent déjà capables de faire appel à la réflexion et à l'intelligence — c'est ce qui caractérise justement l'humanité. Et le malheur c'est qu'on ne peut pas en dire autant de certains de leurs descendants qui se piquent d'écrire sur les œuvres qu'ils nous ont laissées, dans le but de nous faire croire à des sornettes bien antérieures aux Celtes eux-mêmes.

Sophie GARGAN

# Le camping :

# Pas assez rentable pour les promoteurs

Parmi d'autres, les incidents qui ont eu lieu récemment à Salles-sur-Verdon où les autorités ont voulu expulser des milliers de campeurs, viennent rappeler comme chaque année à l'époque des vacances que dans bien des endroits et en particulier dans les régions touristiques, le « camping sauvage » est en fait une activité prohibée.

Ainsi ceux qui passent leurs vacances sous la toile ou en caravane devraient aller s'installer obligatoirement dans un camping officiel payant.

Le hic c'est que la capacité d'hébergement de ces campings est largement insuffisante par rapport aux besoins. En effet, alors qu'il y a dans ce pays 6180 terrains de camping avec une capacité totale d'accueil de 1700 000 personnes, le pourcentage de campeurs par rapport à la population qui part en vacances est de 24,4 %, soit plus de 6 millions. La plus grosse concentration se trouvant dans la Provence-Côte d'Azur. Si bien que, dans ces endroits, les plus cotés, parce qu'ensoleillés ou au bord de la mer, il y a en fait de moins en moins de places de camping.

La plupart de ceux qui ont choisi ce mode de vacances, s'ils ne sont certes pas les plus pauvres, puisque ceux-là ne partent jamais en vacances (il n'y a qu'un Français sur deux qui part chaque été), se trouvent tout de même pour l'essentiel dans la population laborieuse. Et si pour certains ce choix peut être délibéré et qu'ils pratiquent le camping par goût, pour la majorité, c'est surtout parce qu'elle n'a pas les moyens de s'offrir une résidence secondaire, une location ou encore moins l'hôtel, qu'elle se résigne au camping.

Alors pourquoi, maigré une demande importante, n'y a-t-il pas suffisamment de places de camping en France? Et surtout des places là oùles gens voudraient aller. Inutile d'aller bien loin chercher les raisons.

C'est là encore, comme dans bien d'autres domaines, une histoire de



Des nouvelles interdictions de camper, mais pas de nouvelles places de camping.

gros sous. Car le mètre carré de tertain occupé par le campeur et sa famille est d'une rentabilité bien moins grande, dans les meilleurs sites, que ne le sont les mètres carrés d'immeubles, de marinas-pieds dans l'eau et autres inventions des promoteurs immobiliers. Pour ne prendre que quelques exemples cités dans le numéro du 30 juillet de l'hebdomadaire Le nouvel économiste, le prix du mètre carré sur la Croisette à Cannes vaut 25 000 F, alors qu'il vaut 5 000 F dans l'arrière pays. Et en Bretagne, toujours selon le même journal, le prix du terrain dans le golfe du Morbihan est passé de 180 F le mètre carré en 1973 à 780 F aujourd'hui. Dans le même temps, le prix du mètre carré construit triplait, passant de 2 500 F à 7 500 F... Entre temps, les promoteurs sont passés par-là.

Pas surprenant, dès lors, que se créent de mois en moins de places de camping dans les endroits les plus appréciés, c'est-à-dire ceux qui attirent les promoteurs, et la clientèle de ces derniers... Et qu'en conséquence on constate que, de plus en plus, les campings tendent à se développer loin des sites les plus appréciés... et que par contre les surfaces qu'on y réserve sur les côtes soient de plus en plus restreintes.

Juliette ARONI

# Oceano

Le journal Le Monde du 31-7-79, informe de la parution, au Journal Officiel du 29 juillet, d'un arrêté concernant l'endigage qui permettra à l'administration d'être mieux armée face aux particuliers ou aux groupements qui contestent l'utilisation du domaine public maritime.

« L'arsenal règlementaire dans le domaine de l'endigage et de l'aménagement de zones industrielles et portuaires était devenu désuet, ce qui a provoqué de nombreux procès aux termes desquels l'administration a souvent été mise en défaut. Avec le texte qui vient de paraître, l'Etat est à même de répliquer, avec des moyens de droit appropriés, aux actions contentieuses ouvertes, notamment à l'occasion de l'édification des centrales nucléaires sur le littoral.

Ce texte et le cahier des charges qui y est annexé ne concernent pas la construction de ports de plaisance par endigage. Mais on indique au ministère des Transports, qu'un arrêté similaire va prochainement être soumis au Conseil d'Etat... ».

Le droit de salir la mer et d'esquinter le paysage ainsi que celui de condamner l'accès à certaines parties du littoral sera ainsi mieux établi. L'Etat veillera à sa bonne application, il en va des profits des fabricants de centrales nucléaires, des industriels et des promoteurs immobiliers et autres constructeurs de ports de plaisance.

C'est sans doute à ces mesures que faisait allusion, il y a à peine un mois d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, lorsqu'il déclarait que le gouvernement était décidé à mener une action vigoureuse contre ceux qui accaparaient le littoral au détriment de la collectivité.

Les flaneurs, les pêcheurs, les baigneurs et autres amoureux de la mer n'auront plus qu'à aller se rhabiller... au nom de la loi.

L.G.

# Les cheminots entravent un licenciement pour maladie

Début juillet, la direction régionale envoyait une lettre de licenciement à un jeune travailleur du dépôt. Le motif du licenciement : « inaptitude physique à tous les emplois », en vertu d'un règlement, le PS24B.

Nous avons rencontré et interrogé ce camarade : :

« Q'uest-ce que le PS24B ?

- C'est le règlement qui précise les maladies qui sont incompatibles, selon la direc-tion, avec le fait de pouvoir être embauché ou travailler à la SNCF. Parmi ces maladies, il y a notamment l'hypertension artérielle, les troubles mentaux, les maladies pulmonaires, l'épilepsie ou la scoliose, la mauvaise vue. En plus de cela, la SNCF peut refuser l'embauche pour disgrâce physique accentuée!

- Pour ton cas, comment cela s'est-il passé ?

- Je suis entré comme apprenti à la SNCF à 15 ans en 1974, et depuis bientôt 3 ans, ie travaille à l'atelier du dépôt comme électricien sur les moteurs de locomotives. J'aurais dû être titularisé à mes 19 ans en octobre 1978, comme prévu par le règlement. Mais à cette époque, je suis tombé en syncope dans l'atelier et ma titularisation a été retardée. Les examens médicaux ont conclu que je suis épileptique. Donc, d'après ce règlement PS24B, je rentre dans la catégorie des « inaptes physiques au travail ».

Aujourd'hui, la SNCF a en-

gagé une procédure de licenciement, mais cela ne l'a pas empêchée de me maintenir à mon poste de travail durant ces 6 derniers mois, bien qu'étant au courant de ma maladie. De plus, les deux mois de préavis que je dois effectuer le seront au même poste où, selon elle, je mets ma sé-curité en danger.

- Comment ont réagi tes camarades de travail en apprenant ton licenciement?

- Tout d'abord, il faut préciser que depuis ma première crise, je ne fais plus certains travaux très dangereux. Donc, dans ces conditions-là, il s'avérait que j'étais tout à fait aptte a conserver mon emploi dans l'atelier. La direction m'a d'ailleurs laissé à mon poste. Alors, quand la lettre de

licenciement est arrivée, tout le monde était unanime pour trouver cette mesure inacceptable. D'autant plus que la lettre précisait que le service médical ne voyait aucune objection à me garder à la SNCF... mais en tant qu'auxiliaire! Autrement dit, je ne suis pas bon à travailler en tant que titulaire, mais cela ne pose aucun problème à la direction que je fasse le même travail en étant auxiliaire.

- Comment avez-vous amené la direction à suspendre le licenciement?

- La réaction d'écœurement a été unanime et en quelques jours plus de 800 cheminots ont signé la péti-tion que faisait circuler la CGT pour réclamer ma titularisation. Tous les syndicats se sont associés dans une motion contre mon licenciement. Mais surtout, le jour de l'entrevue avec le directeur de Région, vendredi 11 juillet, tout le dépôt s'est arrêté, et nous étions plus d'une centaine du dépôt et des autres chantiers à aller soutenir la délégation dans le bureau du directeur. Mes camarades étaient décidés à arrêter le travail si la direction n'acceptait pas ma titularisation. Finalement, là direction n'a pas annulé le licenciement mais l'a suspendu jusqu'à la contre-visite médicale que j'ai demandée, pour que mon médecin puisse venir certifier que le degré de ma maladie ne m'empêche pas de travailler ».

Correspondant LO

## Merci camarade machine

Grâce aux différentes transformations faites sur les machines de la Rectif, les voilà devenues intelligentes!

Par exemple, en ce moment, il fait trop chaud pour travailler. Eh bien, elles s'arrêtent. Et comme elles ont plus d'un tour dans leur sac, tantôt elles s'arrangent pour que le moteur disjoncte ou même qu'il grille carrément ; tantôt elles se mettent à tourner à toute allure, nous obligeant à les stopper.

C'est quand même bien agréable de faire équipe avec des machines qui pensent comme nous qu'il fait trop chaud pour travail-

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de SKF (Ivry).

## **Ouand les imbéciles** voleront, il sera chef d'escadrille

Vous connaissez le chef d'équipe du nouveau secteur EAL de l'usine H? Il est encore frais celui-là! Il y a quelque temps déjà de cela, un travailleur atteint d'une tache au poumon, repérée par le service médical, lui demande un bon de sortie pour aller à l'hôpital.

Réponse du chef : il n'a qu'à le tremper dans le trichlore et la vrière de Chausson (Gennevilliers)

tâche disparaîtra! Depuis lors, cela fait trois semaines, notre camarade est à l'hôpital.

Alors, ce crétin de chef, dans quoi faudra-t-il le tremper pour arriver à décaper sa couche de bêtise?

Extrait du bulletin Lutte Ou-

# Berliet Vénissieux (RVI) Le quart d'heure de chaleur : un mirage?

En ce moment, à l'usine de Vénissieux, la direction fait mettre les bouchées doubles pour produire le plus possible avant la fermeture annuelle, fin juillet et, avec la chaleur actuelle, cela devient difficilement supportable.

Quelques secteurs ont cependant l'immense « privilège » d'avoir droit au « 1/4 h de chaleur », c'est-à-dire que quand il fait trop chaud, ils

peuvent prendre 1/4 h de pause pour aller s'aérer un peu.

Mais attention! Le fameux 1/4 h n'est pas accordé si facilement : tout d'abord, beaucoup de secteurs n'en bénéficient pas, alors qu'il y fait aussi chaud qu'ailleurs; ensuite, l'équipe du matin n'y a pas droit : on ne peut le prendre que l'après-midi (et une seule fois par jour); enfin, il est nécessaire qu'il fasse 35°...

à la station météorologique de Lyon-Bron! Peu importe qu'il fasse 40° dans les ateliers, peu importe qu'à la fonderie la chaleur soit intenable; si la station météo répond au téléphone qu'il ne fait que 34° à Bron, pas question de faire la pause!

Rien que le règlement suffit déjà à nous donner chaud à la tête!

Correspondant LO

## Plus fort que Dior

Après des années de recherches, la direction vient de mettre au point un nouveau parfum. Il s'appelle « Vestiaires-Hommes ».

Nous avons interviewé son inventeur et voici ce qu'il nous a ra-

« Pour obtenir un parfum de cette qualité, il faut un local bien fermé, sans aucune aération. C'est pour cela que nous avons choisi le vestiaire. Le reste est une question de dosage. Il faut un soupçon d'odeur de rat crevé, une touche de remontée d'égoût, un pointe d'odeur médicamenteuse (celle de la fosse à lubrifiant). Et on laisse fermenter les jours de forte chaleur ».

Malheureusement pour les amateurs, ce parfum n'est pas disponible dans les magasins, la direction n'ayant pas encore trouvé le moyen de le mettre en flacon!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de SKF (Ivry).

# A Sannois: nouvelles expulsions des résidents des foyers Sonacotra

La répression contre les résidents des foyers Sonacotra n'a pas cessé malgré la période des congés. Procès et expulsions continuent leur cours. Dans la région parisienne, un nouveau fover de travailleurs immigrés vient d'être évacué par la police. Cinquante-trois résidents du foyer de Sannois dans le Val-d'Oise ont été expulsés mercredi 1er août, en application d'un jugement du tribunal de grande instance de Pontoise de janvier dernier.

Comme les autres résidents, ceux de Sannois étaient en grève des paiements des loyers depuis 1975. Rappelons que la Sonacotra voulait imposer des loyers qui amenaient le montant des chambres au niveau de celui d'un appartement de luxe. Rappelons également que cela n'empêchait pas la direction de la Sonacotra de vouloir imposer un règlement intérieur draconien, de mettre des gérants gardes-chiourme, souvent racistes, entravant les libertés élémentaires des résidents.

C'est de façon quasi générale, en s'organisant, en désignant leurs représentants par foyers, et en créant un comité de coordination des foyers, que les résidents ont mené la lutte depuis 4 ans.

Le gouvernement, utilisant la situation du chômage et dans la foulée des mesures et des déclarations contre les travail-

leurs immigrés, tente de les faire céder en envoyant ses CRS un peu partout. C'est ainsi que depuis le 22 juin les résidents du foyer de Gargesles-Gonesses campent devant le foyer mais ne cèdent pas.

L'épreuve de force entamée contre les résidents des fovers Sonacotra est une tentative qui vise par delà les intéressés, à intimider tous les travailleurs immigrés pour pouvoir mieux mettre au pas la classe ouvrière tout entière. C'est pourquoi il est indispensable que la solidarité se développe avec la lutte des résidents, et que tout soit mis en œuvre pour faire reculer le pouvoir et les dirigeants de la Sonacotra.

ROUSSEL-UCLAF (Romainville) -

# Un ouvrier meurt du manque de sécurité

Jeudi 25 juillet à 19 heures 43, un ouvrier de 47 ans est mort à son travail. Il travaillait comme mécanicien au service des fluides. Un service qui est chargé, jour et nuit, de l'approvisionnement fluides (eau, vapeur, froid, gaz, électricité...) de toutes les installations de l'usine, ainsi que de leur surveillance. Emile Pradier travaillait en continu et !! avait, ce soir-là, entre autres tâches, à relever deux compteurs d'eau de ville. A l'heure du casse-croûte, un de ses camarades inquiet de ne pas le voir revenir décide de faire la ronde en sens inverse. En arrivant dans le local souterrain où sont installés ces compteurs d'eau, il le voit étendu par terre. Mais comme il s'approche pour le relever, il manque suimême d'être asphyxié par de fortes vapeurs de chloroforme qui noyaient le sol du local. Quelques minutes plus tard, aidé d'un pompier, il arrive à tirer Emile Pradier. Mais il est déjà trop tard.

Ce camarade était seul pour faire sa ronde comme le sont des dizaines d'autres travailleurs, dans une usine où les risques sont toujours présents. Comme tous les rondiers, il n'était relié à ses camarades que par son « bip-bip ». Ce système lui permettait de savoir qu'on le



A Roussel-Uclaf où l'insécurité tue...

cherchait, mais ne lui était d'aucune utilité en cas d'accident ou de malaise (car pour signaler une difficulté, il lui aurait failu trouver un téléphone). Le sous-sol, où Emile Pradier a trouvé la mort, a été construit en 1943 et na présente aucune sécurité pas de téléphone, pas de détecteur de fuites, pas d'aération efficace De plus, en 1967, la direction a fait installer pratiquement au-dessus de ce local le parc de stockage d'un atelier de fabrication Dans ce parc sont entreposés des milliers de litres de solvants cont du chloroforme. Le premier résultat de l'enquête a permis de constater que la pompe de la cuve de chloroforme fuyait Ce produit s'est répandu et infiltré sous forme de vapeur dans le local des comp-

Tout le monde en fabrication sait que les fuites ne sont pas rares dans les secteurs. La direction n'entretient pas le maté-

Tous ces problèmes na sont pas nouveaux. Ils ont été soulevés depuis des années par les travailleurs et les militants syndicaux. Depuis longtemps ceux-ci réclament la suppression des postes isolés, le renforcement des équipes, la surveillance du matériel et la mise au point de techniques permettant de limiter l'emploi des produits dangereux.

Une centaine de travailleurs se sont rassemblés le lundi devant les bureaux de la direction en signe de protestation contre cet accident.

Cet ouvrier n'est pas mort victime du hasard ou de la fatalité. Il a été tué par l'absence de sécurité. Par la recherche, à tout prix, du profit qui fait que à Roussel-Uclaf, dans une usine de médicaments, la santé de ceux qui les fabriquent est le dernier souci des patrons.

Correspondant LO

CKD RENAULT (Grand-Couronne)\_\_\_

# Mouvement contre les sanctions

Mardi 24 juillet au CKD Renault Grand-Couronne, la direction, prise d'une rage de sanctions, a fait appeler, par les agents de maîtrise, douze travailleurs du même secteur qui ont tous écopé d'un avertissement et deux d'entre eux d'une mise à pied, pour être montés avant l'heure au vestiaire la semaine précédente. Puis sont venues s'ajouter à la liste deux mises à pied pour retard : ce qui faisait au total 14 sanctions. Les chefs avaient le sourire aux lèvres en appelant les travailleurs au bureau les uns après les autres ; ils étaient sûrs de leur coup sans doute à trois jours des vacan-

Mais ils se trompaient! Dès le lendemain en début de journée, les travailleurs du secteur concerné, environ une trentaine, ont arrêté le travail.

Et ils sont allés trouver les travailleurs des autres secteurs pour les faire débrayer. Comme d'habitude dans ces cas-là, les chefs ont suivi partout la tournée dans les ateliers, essayant d'intervenir surtout dans le secteur des femmes où ils ont choisi ce moment-là, comme par hasard, pour donner les bons de paie!

Après cela les grévistes, principalement du bâtiment concerné, se sont retrouvés à près de 70 en assemblée et ont décidé de continuer le débrayage jusqu'en fin de poste et de refaire une délégation à la direction, au bâtiment X où se trouvent aussi les bureaux.

Mais il faut croire que ces messieurs ont bien peur car ce bâtiment est toujours inabordable : comme d'habitude dans les débrayages, les travailleurs ont trouvé les grilles fermées et, barricadés derrière le chef des gardiens et un membre de la direction qui en ont entendu de toutes les couleurs. Par exemple : « On est au zoo de Vincennes, allez chercher les cacahuè-

Après des pourparlers, la direction qui ne voulait que deux représentants des doux syndicats officiels de l'usine (CGT et FO), voyant que le ton montait, a fini par accepter que six travailleurs viennent discuter.

Elle n'est toujours pas revenue sur les sanctions. Pourtant la réaction aura été relativement prompte si l'on tient compte que nous étions à trois jours des vacances.

Le jeudi matin, une assemblée a réuni à 8 heures une cinquantaine de travailleurs pour savoir si on poursuivait ou non le mouvement. Une majorité s'est prononcée pour arrêter, estimant qu'ils avaient déjà donné une leçon à la direction.

Aux avertissements de la direction a succédé celui des travailleurs.

Correspondant LO

CHAUSSON (Asnières) \_\_\_

# La direction veut licencier pour l'exemple

A l'usine d'Asnières, Chausson prépare ses mauvais coups pendant l'été. Depuis 10 jours, juste avant le départ en vacances de la majorité des ouvriers, la direction tente de licencier un ouvrier connu pour défendre les idées de Lutte Ouvrière. L'avis ne lui est pas encore notifié, mais tout est prêt. Elle profite de ce que notre camarade a déjà deux avertisements; elle cautionne un petit chef servile et bien connu pour ses positions anti-ouvrières, pour faire ces basses besognes et justifier la demande de licenciement faite par son serviteur. Elle n'est pas si fière, car elle refuse que son instrument zélé soit confronté avec les ouvriers; elle sait très bien qu'il peut se dégonfler comme une baudruche et se contredire sur ses griefs. Rien de précis n'est reproché à notre camarade, le motif de licenciement porte sur « son attitude générale ». Depuis deux débrayages d'une heure ont eu lieu; ils n'ont pas suffi à arrêter la procédure que la direction a jusque-là maintenue.

Une affaire à suivre à la rentrée, car il s'agit d'un mauvais coup contre tous les travailleurs de Chausson, ce sont eux que l'on veut intimider, et même les congés ne doivent pas le faire oublier.

ERICSSON-THOMSON (Cergy) \_\_\_

# Les conséquences de la restructuration dans le téléphone

A la suite de l'absorption d'Ericsson par LMT, toutes deux filiales de Thomson-CSF, les travailleurs se demandent avec inquiétude quel va être leur sort.

A l'usine de Cergy-Pontoise, en particulier, bien avant la fusion officielle, LMT installait ses simulateurs de chars et de centrales nucléaires; le secteur téléphonie d'Ericsson commençait à être réduit; il doit maintenant disparaître dans quelques mois. L'usine de Cergy sera donc entièrement reconvertie à la fabrication de simulateurs.

Certains ont eu des propositions pour aller travailler à Trappes, à 25 kms à l'ouest de Paris, alors que Cergy est à 30 kms au nord. Plusieurs dizaines d'ouvrières ont été mutées à la Thomson-Sartrouville, d'autres simplement changées d'atelier, passant de la téléphonie aux simulateurs LMT. Pour les bas salaires, la mutation ne change rien. Mais ce n'est pas le cas pour celles qui faisaient du boni : LMT leur propose des postes, avec des baisses de salaires de l'ordre de 500 à 1 000 F par mois, que la plupart refusent.

Une dizaine ont passé le concours d'entrée aux PTT et attendent des propositions précises d'embauche. Là en-

core il y aura des baisses de salaire. Quelques autres font le ménage ou remplacent les gardiens de l'usine et plus d'une trentaine ont déjà subi des réductions de salaires consécutives au chômage partiel (semaine de 32 heures).

Pourquoi les ouvrières devraient-elles accepter un tel sort, une telle détérioration de leurs conditions d'existence? Elles ne sont pas responsables de la situation dans le téléphone et les profits de leurs patrons, loin de friser la catastrophe, ne cessent de s'accroître.

Correspondant LO

## Réédition

## La muraille " de J. HERSEY

Hersey La muraille II



Les éditions Folio viennent de republier le roman de J. Hersey sur le ghetto de Varsovie : La muraille.

Le roman est présenté sous la forme d'extraits d'un journal tenu, jour après jour pendant trois ans par un des derniers survivants.

L'auteur, J. Hersey, journaliste américain, a écrit son livre en puisant largement dans tous les documents, souvenirs et témoignages des rescapés du ghetto. Il semble fortement

inspiré de la chronique du ghetto de Varsovie tenue par Emmanuel Ringelblum, document authentique qui sert de référence à la connaissance de cette monstrueuse extermination.

Il raconte toute l'horreur des mesures prises par les nazis contre les Juifs : la construction de la « muraille » d'abord, qui va délimiter le ghetto, « la sélection » et les déportations ensuite qui aboutissent en fait au camp de la mort de Treblinka.

Mais La muraille, c'est avant tout la description de la vie quotidienne des Juifs à l'intérieur d'un ghetto qui sans cesse se rétrécit. Dans cette existence cauchemardesque, petit à petit, les caractères se transforment : de bons pères de famille deviennent des trafiguants de marché noir ; des gens « honorables » vont boire et danser dans les boîtes de nuit tandis que le typhus fait des ravages et que les nazis poursuivent les rafles dans la rue; des enfants livrent leurs parents pour essayer de sauver leur peau. On voit les traîtres, on voit des optimistes aveugles nier l'évidence et accepter de travailler avec les Allemands, de les aider dans leur œuvre d'ex-

Pourtant, à côté de la résignation, du désespoir, c'est

aussi la solidarité, le dévouement qui se développent. Des gens qui jusque-là étaient isolés se révèlent des leaders auprès desquels on vient rechercher confiance. Des individualistes se tournent vers l'action collective. Peu à peu, la résistance s'organise et redonne un sens à la vie de ceux qui ont réussi à échapper aux rafles.

Le 18 avril 1943, c'est l'insurrection. Une insurrection désespérée mais qui permet aux survivants de reconquérir une dignité que les Allemands s'étaient acharnés à nier pendant trois ans.

Le roman raconte comment, lorsqu'il ne reste plus qu'un dizième de la population du ghetto - quelques dizaines de milliers de personnes sur un demi-million - pendant plusieurs jours, les derniers survivants, affamés et désarmés, affrontent les blindés al-

Le livre de J. Hersey est un témoignage qui fait pénétrer dans l'atmosphère du ghetto de Varsovie et saisir les raisons de son aboutissement à l'insurrection. Malgré les difficultés de lecture dues aux retours en arrière, c'est un livre qu'il faut lire.

Anne SEVILLE

La Muraille de John Hersey -Coll. Folio - 2 volumes.

## Fadhma **Amrouche**

## Histoire de ma vie



Fadhma Amrouche, petite fille naturelle, elle est rejetée par les villageois de Tizi-Hibel en Kabylie. Pour la protéger, sa mère la confie en 1888 à un orphelinat; elle ira à l'école et sera convertie au chris-

En 200 pages, Fadhma Amrouche raconte sa vie; puis elle se marie avec un Kabyle chrétien comme elle, mais va vivre dans le clan familial musulman. Elle nous décrit la vie des femmes de Kabylie, nombreuses dans les familles où se pratique la polygamie, leur travail aux champs ou à la maison, la misère et la maladie qui tue, les grossesses incessantes, l'autorité du patriarche et le pouvoir de la belle-mère.

Puis en 1909, c'est en quelque sorte l'exil à Tunis, le contact avec les quartiers populaires, peuplés d'ouvriers italiens, siciliens ou arabes. Si la situation financière de la famille s'améliore quelque peu, les soucis et la fatigue restent grands quand il faut nourrir et envoyer à l'école une famille qui ne cesse de s'agrandir.

En 1953, Fadhma croit enfin retrouver définitivement la Kabylie, mais la guerre éclate en Algérie et à la mort de son mari en 1959, elle rejoint ses enfants en France.

Ecrit d'abord en 1946, puis en 1962, ce témoignage n'a pu être publié qu'aujourd'hui.

C'est celui d'une femme qui se veut un être à part entière et qui est déchirée de ne pouvoir concilier son appartenance à une communauté et sa religion, la vie du clan et celle de la famille, ses aspirations à une vie décente et les difficultés quotidiennes, sa culture populaire et sa culture française.

Ce livre n'est qu'une chronique personnelle et si les événements politiques importants qui en sont la toile de fond sont évoqués, ils n'en sont pas l'intérêt principal. L'intérêt principal de l'ouvrage se limite donc à celui du genre.

Julie RENOIR

Histoire de ma vie, de Fadhma Amrouche - Coll. Maspéro

## L'année des Français "

de Thomas FLANAGAN

A la fin du XVIII° siècle, l'Irlande est indépendante en théorie. En fait, elle est vassale de l'Angleterre et c'est George, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, qui nomme les gouverneurs et les administrateurs. L'Irlande possède bien un Parlement mais les députés, tous protestants, sont en fait à la solde du roi.

La misère est grande dans la paysannerie irlandaise qui est catholique. Au mécontentement de cette paysannerie s'ajoute celui des propriétaires fonciers catholiques qui sont privés de tout droit politique et la colère de quelques fermiers protestants qui se ruinent peu à peu. Tout cela

tent périodiquement et qu'elles prennent souvent une coloration religieuse.

Ainsi, en 1798, des paysans au centre de l'Irlande se soulèvent et, à la demande d'un avocat de Dublin, Wolfe Tone, l'armée française intervient pour aider ceux qui luttent contre l'Angleterre, le principal ennemi du gouvernement français d'alors.

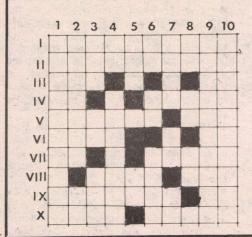
Le corps expéditionnaire français ne comprenait que mille hommes mais il provoqua l'espoir des paysans du Mayo (Nord-Ouest de l'Irlande) qui se soulevèrent à leur tour.

C'est sous la forme d'un roman que Thomas Flanagan, universitaifait que des insurrections écla- re américain d'origine irlandaise, ban - Environ 51 F.

retrace les principaux événements de cette année 1798. En faisant parler plusieurs narrateurs fictifs, il met en évidence la complexité des rapports entre catholiques et protestants.

L'auteur s'étend plus longuement sur les motivations des propriétaires terriens, des protestants, des militaires, que sur les raisons de la révolte paysanne. Mais son livre nous ramène, de manière vivante, aux origines des oppositions religieuses et sociales qui déchirent aujourd'hui l'Irlande.

Joëlle GERARD L'Année des Français, de Thomas Flanagan - Ed. Olivier Or-

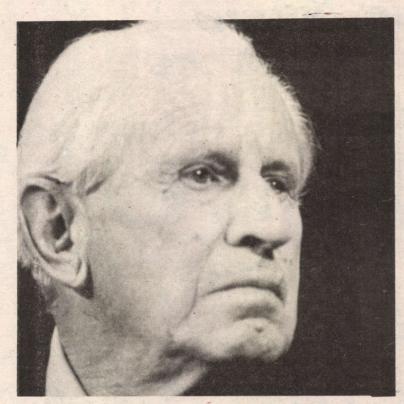


HORIZONTALEMENT, - I. Quand les vieux sont au pouvoir. — II. Qui ne penche que d'un côté. — III. Organisme rebelle pour les Anglais. -IV. Saint normand - Ils ont toujours au moins un perdant. - V. Plaine herbeuse de l'Amérique du Sud - Préfixe. - VI. En Thessalie - Devint vache. -VII. Pour tirer droit - Capitale d'Etat US. - VIII. Rivière - Se dépense. -IX. Citées - Aux bouts de Saumur. -X. Crochet - Une addition qui coupe

VERTICALEMENT. — 1. Instrument pour exécuter définitivement. - Levée - Pépin. - 3. En Bretagne - Ne croit pas (épelé) - Surveille la santé du monde. - 4. Début des Olympiades -Tous d'accord. - 5. Dans les Pyrénées-Atlantiques - Pronom. - 6. Premier repas (épelé) - Pour l'étourdi -Dans l'Orne. - 7. Bataille - Soleil d'Egypte - Possessif. - 8. Service entouré de mystère - Ile. — 9. Taquine. — 10. Remplace le caoutchouc.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 CRISECRIS RIDICULISE III AME OSIER IVMAOISTE AU PIGESENTES VIORRIANT VII NEANTS LIN VIII NOMS IMITE IXALMA LIMER EE DERASA

# Herbert Marcuse: l'inspirateur méconnu



Celui qu'on a présenté comme le maître à penser des étudiants contestataires des années 1960, vient de mourir à Munich, à l'âge de 81 ans.

Herbert Marcuse était né en 1898 à Berlin et appartenait à une vieille famille bourgeoise juive. À la fin de l'année 1918, l'Allemagne se couvrit de Comités d'ouvriers et de soldats. Marcuse adhèra à l'un de ces derniers mais le quitta lorsque celui-ci décida d'admettre des officiers. Il devint mem-

bre du Parti Social-Démocrate mais en démissionna après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Marcuse n'adhéra jamais au Parti Communiste Allemand. Et même s'il garda longtemps des relations avec des gens du courant « communiste de gauche », tournant très vite le dos au militantisme, il n'a fait qu'une carrière universitaire bien bourgeoise.

En 1933, il dut fuir le nazisme, s'établit aux Etats-Unis, en Californie, et devint par la suite citoyen américain. Il a collaboré de 1941 à 1950 avec la CIA, ce que lui ont reproché, par la suite, certains de ses disciples.

Certains intellectuels crurent voir, dans la personne ou dans les écrits de Marcuse, l'expression de leur contestation et de leur refus de l'autorité établie.

Mais l'œuvre de Marcuse, si elle était virulente dans sa critique de la société capitaliste, n'en débouchait pas pour autant sur la perspective d'une révolution socialiste.

Marcuse se disait adversaire du capitalisme. Il avait critiqué aussi, dès 1932, la bureaucratisation du régime soviétique et le statinisme. Mais à l'oppression capitaliste et à la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier soviétique, il ne vit que des causes intellectuelles.

L'œuvre de Marcuse, rédigée pour l'essentiel dans les années 1950 (II s'agit essentiellement d'Eros et civilisation, publié en 1955, du Marxisme soviétique, une analyse critique en 1958 et de L'homme unidimensionnel en 1964) est le produit des illusions et des désillusions engendrées parmi les gens de gauche américains par la phase d'expansion du capitalisme de ces années 1950.

Pour Marcuse, l'exploitation bourgeoise appuyée par son Etat, les crises économiques et la lutte des classes, tout cela tend à disparaître. Les formes de domination et de contrainte deviennent anonymes. Ce n'est plus la bourgeoisie qui exploite les travailleurs mais le système qui aliène les individus, les robotise, les dupe à l'aide de la publicité et de la course insensée à la consommation.

Cette mystification, selon Marcuse, est si bien implantée dans les mœurs que l'on ne pourra s'en libérer que de facon révolutionnaire. Mais cette révolution n'aura rien à voir avec une révolution prolétarienne. Elle doit commencer par une transformation des citoyens. Elle doit être conçue comme une libération des instincts et de l'érotisme, brimés, refoulés par le système. Cette révolution ne peut être l'œuvre de la classe ouvrière mais d'une élite recrutée parmi ceux que le système a marginalisés : les jeunes, les étudiants, les femmes, les minorités ethniques, les beatniks, etc.

Cette philosophie se veut une synthèse du marxisme et de la psychanalyse. Elle était au fond réformiste et non révolutionnaire, en présentant sous un nouvel embal·lage la vieille idée réactionnaire qu'il faut changer l'homme avant de changer la société. Elle ne pouvait, en tout cas, offrir aucune perspective aux jeunes révoltés de Mai 1968 en France, pas plus qu'aux étudiants

américains qui protestaient contre la guerre du Vietnam.

Et il faut avoir le peu de sérieux de France-Soir pour voir en Marcuse celui « qui mit le feu aux poudres de la contestation étudiante d'abord sur les campus américains, puis en Allemagne sous l'impulsion de Rudy Dutschke, enfin en France avec son homologue Cohn-Bendit ».

Car la présence de quelques graffitis « Marx, Mao, Marcuse », tracés sur les murs des facultés aux côtés des slogans fameux comme « L'imagination au pouvoir » et « Il est interdit d'interdire », ne pouvait faire illusion qu'à des journalistes à la recherche d'un chef d'orchestre invisible qui tenait les ficelles de tous les mouvements gauchistes aux USA, en Allemagne Fédérale et en France.

Les étudiants de 1968, eux, ne l'avaient tout bonnement pas lu. D'ailleurs, comme le souligne Christian Delacampagne dans Le Monde, « De fait, c'est seulement après mai 1968 que l'on se mit à traduire en français la plus grande part de son œuvre... ».

La célébrité de Marcuse serait-elle due à quelques éditeurs astucieux qui ont pensé que les étudiants seraient peut-être curieux de savoir ce que pouvait bien dire... celui qui passait pour avoir inspiré leur action ?

GII LANNOU

## SELECTION

## Samedi 4 août

TF1 - 16 h - Tziganes sans frontières -Dernière émission de cette série : Avec Achille Zavata, Emilien Bouglione. Un reportage sur ceux que l'on appelle « les gens du voyage ».

FR3 - 21 h 25 - Musique dans la rue. Un hommage à Darius Milhaud, mort il y a cinq ans. Un mélange de musique classique, moderne, et de musique folklorique qui évoque la Provence.

## Dimanche 5 août

ANTENNE 2 - 17 h 20 - Le jardin derrière le mur : une série documentaire. L'émission de ce jour est consacrée à la vie sociale des loups.

TF1 - 19 h 25 - Les animaux du monde le retour des cigognes. Les animaux occupent la vedette en ce dimanche d'été... Pourquoi pas ?

TF1 - 22 h - Jazz estival : Stan Getz quartet - Enregistrement au Festival de Montreux de 1976.

ANTENNE 2 - 22 h 05 - Spiendeurs et misères des courtisanes. Rediffusion en six épisodes de l'adaptation de l'œuvre de Balzac.

FR3 - 22 h 30 - Cinéma de minuit : Cri de terreur. Un film qui date de 1958, et qui, avec ce chantage à la bombe, constitue l'un des premiers films qui exploite ce thème. Un suspense bien construit.

### Lundi 6 août

TF1 - 20 h 35 - Et si nous n'aillons pas au cinéma ce soir. Pierre Seghers, éditeur et poète, reçoit entre autres Juliette Greco, Daniel Gelin, Serge Kerval, Jean Marais...

FR3 - 20 h 30 - Film : Les séquestrés d'Altona de Vittorio de Sica, avec Sophia Loren. Un armateur de Hambourg tient reclus dans son grenier son fils, demifou, qui croit que l'Allemagne est anéantie, et ignore tout de la réalité contemporaine. Une adaptation grandiloquente de la pièce de Jean-Paul Sartre.

FR3 - 22 h 40 - Grande parade du jazz : Clarence Gatemouth Brown.

## Mardi 7 août

TF1 - 20 h 35 - Soirée d'ailleurs : émission historique : les Etats-Unis. Le 23 janvier 1968, le navire américain, le Pueblo, est arraisonné par la marine nord-coréenne. C'est un navire espion. En fait, c'est une provocation organisé par le gouvernement US pour augmenter la tension en Extrême-Orient, où la guerre du Vietnam fait rage.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les Dossiers de

l'écran sont consacrés à l'actrice Sarah Bernardt.

NFR3 - 20 h 30 - Film : Trois sur un sofa. Un film de Jerry Lewis, avec Jerry Lewis. Une comédie où l'on voit notre héros multiplier les efforts pour détacher sa fiancée psychiatre de ses clients qui l'accaparent

## Mercredi 8 août

TF1 - 20 h 35 - L'histoire en jugement : Maxime Weygand, commandant en chef de l'armée française et ministre de la Défense nationale, accepte les conditions d'armistice dictées par le gouvernement d'Hitler, le 22 juin 1940. La télévision interroge. A-t-il eu tort, a-t-il eu raison? Les anciens combattants n'en finissent pas de refaire leur dernière guerre!

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Film : Qual des

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Film: Qual des brumes, de Marcel Carné, avec Jean Gabin, Michèle Morgan, Michel Simon, Pierre Brasseur. Scénario et dialogue de Jacques Prévert. Un déserteur se cache dans les bas-fonds du Havre. Un classique du cinéma français d'avant guerre.

ANTENNE 2 - 22 h 10 - Marcel Carné ou

la naissance d'une vocation. A la suite de la projection de Qual des brumes, un portrait de son réalisateur, qui fut celui aussi d'autres classiques comme Le Jour se lève ou Les enfants du paradis.

TF1 - 22 h 50 - Questionnaire : René Dubos, biologiste, est interrogé sur le thème : l'homme est-il naturel ?

### Jeudi 9 août

ANTENNE 2 - 22 h 40 - Fenêtre sur... Les enfants en question : la peur et l'enfant...

### Vendredi 10 août

TF1 - 20 h 35 - Au théâtre ce soir : Adieu Berthe. Une comédie américaine adaptée et jouée par Francis Blanche, ce qui est la promesse que l'on ne s'ennuiera pas.

FR3 - 20 h 30 - Le nouveau vendredi : Ixtocone ne répond plus. L'évocation de la formidable marée noire qui est en train d'envahir une bonne partie du Golfe du Mexique, avec des interviews de spécialistes.

ANTENNE 2 - 21 h 35 -Ah! vous écrivez. L'émission de Bernard Pivot qui remplace Apostrophe durant la période des vacances... Avec entre autres Charles Exbravat.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Ciné-club : Le grand silence de Sergio Corbucci, avec Jean-Louis Trintignant. Un western italien pas parmi les plus mauvais. Des bons, des méchants, de la violence.

## "Buck Rogers au 25° siècle "

de Daniel HALLER

Ce film n'est qu'une pâle copie de La guerre des étoiles. Il puise à la même inspiration et on se retrouve vite en pays connu : les bons sur leur planète (ici la Terre), les méchants sur leur monstrueuse plateforme intersidérale, le héros et les gentils robots qui l'accompagnent, une héroïne avec qui tout se termine bien : on retrouve des décors semblables et le même ballet de chasseurs de l'espace. Par contre, le parti pris de conte de fées naïf

qui pouvait faire le charme de La guerre des étoiles est là totalement absent. L'histoire de piraterie spatiale à laquelle se trouve mêlé le capitaine Buck Rogers, décongelé au bout de cinq siècles de séjour involontaire dans l'espace, est totalement sordide et sans intérêt. Et tous les efforts du metteur en scène pour nous faire prendre la chose du bon côté tombent le plus souvent à plat.

C.C.

## Sélection

## récents

BOULEVARD NIGHT, de M. Presman.

A travers l'histoire de deux frères, la révolte et la détresse des Chicanos à Los Angeles.

Cluny Ecoles (5°) - Biarritz (8°) - Caméo (9°) - Magic (15°).

CEDDO, de Sembene Ousmane.

Au 17° siècle en Afrique, l'affrontement entre les traditions tribales et les missionnaires, principalement ceux de l'Islam.

Racine (6°) - 14 Juillet (6°).

COCO LA FLEUR, CANDIDAT. Une période électorale aux Antilles. Une dénonciation du colonialisme français.

Palais des Arts (3°).

HAIR, de M. Forman.

Film musical. A New York, à la fin des années 1960, une bande de jeunes manifeste son opposition à la guerre du Vietnam.

Impérial (2º) - Gaumont Rive Gauche (6°) - Hautefeuille (6°) -Gaumont Champs-Elysées (8°) -PLM Saint-Jacques (14°) - Gambetta (20°).

LE COUP DE SIROCCO, avec Michel Auciair et Roger Hanin.

L'histoire d'une famille de petits boutiquiers pieds-noirs qui revient en France en 1962, et qui parvient tant bien que mal à refaire sa vie mais ne parvient pas à oublier.

Gaumont Richelieu (2°)

AU BOUT DU BOUT DU BANC. avec Victor Lanoux et Jane Bir-

Quatre générations d'une même famille juive se retrouvent... Humour et non-conformisme. Biarritz (8°).

GAMIN (Los Gaminos).

Un reportage sur les bandes d'enfants abandonnés de Bogota. Bonaparte (6°).

NORMA RAE, avec Sally Field. Comment une jeune ouvrière du textile, dans une petite ville du sud des USA, découvre la lutte syndicale et s'y engage malgré toutes les difficultés.

Quintette (5°) - Pagode (7°) -Balzac (8°) - 14 Juillet (11°) -Montparnasse Pathé (14°).

LINA BRAAKE FAIT SAUTER LA BANQUE.

Une vieille dame se venge des banquiers qui l'ont mise à la por-

UGC Opéra (2°) - Studio Raspail (14°) - Studio Cujas (5°).

## et moins récents

MOLIERE, d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.

Bilboquet (6°).

LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS.

Un réalisateur tourne un film comique muet avec des acteurs d'aujourd'hui.

Marignan Concorde (8°) - 14 Juillet (15°).

TOTO-MISERE ET NOBLESSE, avec Sophia Loren:

Une satire sociale qui met en scène le petit peuple de Naples. Studio Gît-le-Cœur (6°) - Made-

LA DENTELLIERE, de C. Goretta.

Grand Pavois (15°).

FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ, d'A. Harris et A. de Sédouy.

Les événements qui ont marqué la France depuis 1914. Grand Pavois (15°).

L'AMOUR VIOLE, de Y. Bellon. 14 Juillet (15°).

DROLE DE DRAME, de Marcel Carné, avec Michel Simon, Louis Jouvet et Jean-Louis, Barrault.

Saint-Lambert (15°). NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES, avec Vittorio Gasman et

Nino Manfredl.

Champo (5°).

RETOUR avec Jane Fonda: Les désillusions et la révolte d'Américains au retour de la guerre du Vietnam.

Studio Galande (5°).

DERZOU OUZALA, film sovié-

Le chasseur Derzou Ouzala devient le guide d'un explorateur dans la Taïga.

Publicis St-Germain (6°) (vo) -Paramount Elysées (8°) (vo) - Paramount Maillot (17°).

ARSENIC ET VIEILLES DEN-TELLES, de F. Capra. Humour noir : deux vieilles fil-

les empoisonnent des hommes solitaires... Boîte à films (17°) (vo). sississi los so nerro,

## Reprises

Pendant la période des vacances, peu de nouveaux films sortent sur les écrans. Mais à l'occasion, un certain nombre de vieux films ressortent parmi

d'anciens succès. C'est ainsi que l'on peut voir sur les écrans parisiens, parmi d'autres : Le bal des maudits et Le cri.

# Le bal des maudits"

avec Marlon BRANDO

Le bal des maudits est un film américain tourné en 1957 d'après le roman d'Irwin Shaw du même nom.

Le film commence à la veille de la guerre de 1939. Au Tyrol, Christian Diestl (Marlon Brando) est moniteur de ski. Il est jeune. Il est nazi car, ditil, il rêve d'une Allemagne forte où sa subsistance ne dépendrait plus des pourboires donnés par les skieurs étrangers, où le chômage n'existerait plus, où l'argent ne se dévaluerait pas tous les jours.

Aux Etats-Unis, à Santa-Monica, Noach Ackerman (Montgomery Clift) est jeune lui aussi, mais sans famille, sans argent et juif de surcroît. A New York, Michael Whitacre (Dean Martin), la quarantaine, est un acteur connu qui a tout ce qu'il faut pour être heu-reux : l'argent, la gloire, les femmes...

Mais c'est la guerre, et ces trois personnages vont pouvoir en mesurer toute l'horreur, toute l'imbécilité.

Christian Diestl, avec son régiment, va pénétrer dans Paris pour l'occuper, mais il va faire tout son possible pour rejoindre le front d'Afrique du Nord, car il rêve toujours d'expansion, de conquêtes pour la grande Allemagne. Et là, il connaîtra les tueries, les mutilations atroces, l'horreur.

Noack Ackerman, à l'armée, va devoir affronter l'antisémi-



tisme imbécile de ses compagnons de chambrée : tabassages, vols, vexations, corvées seront son lot quotidien. Puis ce sera le débarquement et les horreurs de la guerre.

Quant à Michaël Whitacre, s'il parvient à se faire « planquer » un bon moment en Angleterre, il finira lui aussi par participer au débarquement.

Si la première partie du film qui retrace les réceptions mondaines chez

Whitacre et la rencontre de Noah avec sa femme peuvent nous paraître — 20 ans après la sortie du film - un peu guimauve, tout le reste du film — qui dure 3 heures — est un violent réquisitoire contre la guerre, sa bêtise et ses horreurs.

Il faut voir ce film, mais aussi profiter des vacances pour lire ou relire le roman d'Irwin Shaw.

Sophie GARGAN

# "Le cri"

d'ANTONIONI



Aldo, mécanicien dans une raffinerie, est abandonné par la femme avec laquelle il vivait et dont il a eu une petite

Comence alors une longue fuite sur les routes de la vallée du Pô. Avec l'enfant d'abord, puis seul : après l'avoir renvoyée à sa mère, Aldo ère de villages en villages, travaillant par-ci par-là, ne trouvant plus goût à rien, cherchant à retrouver une raison de vivre.

Il n'aboutira qu'à se murer de plus en plus dans son désespoir et sa solitude, qu'à se sentir de plus en plus étranger à tout ce qui l'entoure.

Au-delà de l'histoire de la rupture elle-même, on peut voir dans ce film la misère morale et matérielle de gens pauvres dans l'Italie des années 1950, qui sert de toile de fond.

Le jeu des acteurs, la beauté des images en fait un film très émouvant, qui n'a pas vieilli.

ANTEHNE 2 - CO N 35 - LOS DOSE- GO onsdmod agair Anne SEVILLE

# Un nouveau plébiscite pour Khomeiny

Le 3 août 1979, l'Iran s'est par une consultation électorale dotée d'une Assemblée constituante formée de 75 « experts » élus au suffrage universel. Et ce, trois mois et demi après avoir voté par référendum pour une constitution islamique.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas dans queiles conditions ces élections se sont déroulées ni bien entendu quels en sont les résultats. Ce que nous avons pu voir au travers de ce qu'a rapporté la presse, c'est qu'à la veille même des élections, des partis comme le Front National de Karim Sandjabi le parti qui se réclame des idées de Mossadegh - ou comme le Parti Républicain du Peuple Musulman — étiquette sous laquelle devaient se présenter les partisans de l'ayatollah Shariat Madari, menaçaient de ne pas se présenter et d'appeler à l'abstention. On ne savait s'il s'agissait d'une décision ou d'une menace destinées à obtenir des garanties de Khomeiny et de ses partisans ou d'une opposition des modérés qui s'organiserait.

Etaient présentes à ces élections des listes présentées par les Feddayins du Peuple ou les Moujahiddins du Peuple, ou encore par le Parti Toudeh. Malgré différents degrés de suivisme à l'égard de Khomeiny, ces organisations représentent formellement une opposition aux forces politiques dirigeantes, ce qui ne les a pas empêchées de participer à la campagne électorale. Certes, encore moins à chances égales que cela peut l'être pour les minorités dans les vieilles démocraties occidentales. Certes en risquant les représailles des Comités Khomeiny qui, élections ou pas, ne se gênent pas pour faire la loi sans avoir besoin ni de constitution ni de parlement. L'exemple de la scandaleuse arrestation et de la détention des membres du Parti Socialiste des Travailleurs qui se réclament de la IV° Internationale, est là pour nous le prouver.

Mais si le nouveau régime iranien dans les mois qui ont suivi la chute du chah, a largement eu le temps de prouver qu'il n'était en rien un régime démocratique, que la liberté de parole, d'organisation, tant pour les minorités politiques que pour les minorités nationales, restaient à conquérir, il ne s'en est pas moins montré comme une dictature ayant, jusqu'à ces dernières semaines, l'appui de la

majorité de la population. Cette différence, de taille, entre l'ancien régime et le nouveau, donne les bases à la stabilité du pouvoir de Khomeiny, malgré le désordre économique qui continue de régner, et malgré la juste lutte des minorités pour leurs libertés ou leurs droits nationaux.

C'est cette confirmation que les élections à l'Assemblée constituante étaient destinées à montrer, et qu'elle ne peuvent que prouver, étant donné le caractère plébiscitaire de la consultation, en donnant une majorité écrasante de voix pour les partisans de Khomeiny. De tou-te façon, il n'y aura dans ces élections aucune option ni aucun choix offrant une alternative radicalement différente aux masses iraniennes. Tous les partis qui s'opposent aujourd'hui à Khomeiny ont fait son lit et se sont refusés à tenter de faire échapper le peuple iranien à l'emprise du clergé chiite tant qu'il en était encore temps. Même si aujourd'hui ils souhaiteraient bénéficier des garanties que leur offrirait une démocratie à l'occidentale, ils ne se battent pas pour que les masses prennent leur sort en main pour leur propre comp-



Toutes les formations politiques s'étaient rangées derrière Khomeiny, refusant d'offrir une autre alternative aux masses iraniennes.

# Pays Basque Après les attentats de l'ETA

A la suite des attentats du 29 juillet à Madrid qui ont fait cinq morts et une centaine de blessés à l'aéroport et dans les gares de la capitale espagnole, l'ETA politico-militaire, qui dans un premier temps avait rejeté la responsabilité des morts sur la police espagnole qui, ayant été prévenue, n'aurait pas fait évacuer les lieux, fait savoir dans un communiqué qu'elle décidait d'arrêter sa campagne armée et qu'elle regrettait « très profondément les morts de Madrid », précisant : « Nous ne luttons, ni ne lutterons jamais avec le peuple espagnol avec lequel nous désirons une alliance afin de détruire l'ennemi commun : l'oligarchie centraliste de l'Etat espagnol ». Elle a à cette occasion révélé également les lieux où d'autres bombes avaient été posées et devaient exploser.

Il est incontestable, et les manifestations récentes, comme les élections l'ont montré, que l'ETA bénéficie de l'assentiment de la majorité de la population basque. Et elle mène une action contre l'oppression d'un Etat qui, justement parce qu'il dispose de tous les moyens d'un appareil d'Etat n'a pas laissé à ceux qui le contestent le choix des armes. La lutte clandestine, l'existence de petits groupes militaires autonomes est nécessitée par un combat inégal, par la guerre civile qui se livre entre la population basque et les troupes espagnoles. Qu'il y ait des actions qui se retournent contre leurs propres objectifs est inévitable. C'est le propre de toutes les guerres, qu'elles soient civiles ou pas.

C'est le droit d'un peuple opprimé d'employer les moyens militaires pour se libérer de son oppression. Affirmer le contraire, ce serait cesser d'être des révolutionnaires. Et dans cette lutte, les batailles ne se mènent pas toutes dans la rue au travers des affrontements en batailles rangées. Elles se mènent aussi au travers d'actions organisées par des groupes spécialisés qui s'attaquent à l'appareil d'Etat adverse en essayant de l'affaiblir et de le désorganiser.

Ce que les révolutionnaires socialistes contestent, ce n'est pas tant les moyens qu'utilisent l'ETA mais ses objectifs. Nous ne pensons pas que les intérêts des prolétaires basques se confondent avec ceux des patrons basques. Car les travailleurs basques, même s'ils ne subissent plus l'oppression nationale, subiront une oppression tout aussi féroce que la précédente : celle exercée par les patrons basques. Les travailleurs basques, s'ils mènent la lutte indistinctement contre les Espagnols, c'est-à-dire aussi contre les travailleurs d'Espagne, se coupent de leurs alliés naturels, les prolétaires espagnols, et au-delà des prolétaires de tous les pays.

Pire même, ils contribuent à souder ces travailleurs à leur propre bourgeoisie et à leur propre appareil d'Etat.

Plus que les attentats eux-mêmes, c'est la politique de l'ETA que nous contestons, ses buts et non ses moyens. Encore qu'ils puissent y avoir des moyens, même dans une guerre civile, qui puissent être employés par des nationalistes, mais que ne peuvent pas se permettre d'employer des révolutionnaires prolétariens parce que justement ils cherchent appui dans le camp des travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

## Fort de France (Martinique)

# Une nouvelle victime du colonialisme

Des manifestants qui protestaient, à Fort-de-France, contre l'incarcération de sept jeunes accusés d'avoir provoqué des bagarres contre des Blancs avaient été violemment chargés par les forces dites de l'ordre, le 14 juillet dernier. L'une des manifestantes qui avait recu un caillou à la tempe lors de cette manifestation et qui était restée inanimée plus de vingt minutes dans les fumées des gaz lacrymogènes avant d'être secourue, est morte le mercredi 24 juillet, des suites de ses blessures, sans avoir repris connaissan-

C'est la deuxième mort, la deuxième victime du racisme en moins de deux mois, à Fortde-France. Car l'un des jeunes Martiniquais incarcérés, Philippe Chloé, avait été découvert pendu dans sa cellule, le 17 juin dernier. Suicide, avait aussitôt prétendu la police. Mais les circonstances qui ont entouré ce prétendu suicide laissent à penser qu'il s'agit de tout autre chose. Depuis, non seulement la lumière n'a pas été faite sur cette mort. Mais la police a ajouté un mort de plus à la liste des victimes de la répression colonialiste.